



Association pour le

Développement de l'éducation en Afrique

LETTRE D'INFORMATION DE L'ADEA

VOLUME 13, NUMERO 1

JANVIER-MARS 2001

Les Groupes de travail de l'ADEA en 2000

Année de l'évaluation

Que sont les groupes de travail de l'ADEA ? Que font-ils ? Quels sont leurs objectifs ? Qui participe à leurs activités et comment opèrent-ils ? Comment les contacter ? Nos lecteurs trouveront les réponses à ces questions dans le présent numéro où les groupes de travail et les activités de l'année écoulée sont passés en revue.

L'ADEA compte actuellement dix groupes de travail (GT). Ils sont au coeur de l'action menée par l'association. Leur rôle est de se pencher sur les questions concernant l'éducation, qui, dans le contexte africain, ont été identifiées comme exigeant une attention particulière : l'analyse sectorielle de l'éducation, l'enseignement à distance, l'enseignement supérieur, les livres et le matériel éducatif, le développement de la petite enfance, la profession enseignante, les finances et l'éducation, les statistiques de l'éducation, l'éducation non-formelle, la participation féminine. En outre, les groupes de travail sont l'instrument au moyen duquel les partenaires de l'ADEA élaborent des réponses aux problèmes soulevés par l'éducation en Afrique. Ils ont également pour mandat de favoriser le développement d'un consensus dans leurs domaines respectifs. Pour toutes ces raisons, les GT sont une composante essentielle de l'ADEA.

Pilotage et coordination

La plupart des groupes de travail sont nés peu après l'étude

intitulée « L'Education en Afrique subsaharienne : pour une stratégie d'ajustement, de revitalisation et d'expansion ». L'étude, qui est à la base de la création de l'ADEA, identifia les problèmes auxquels les groupes auraient à s'attaquer et définit les grandes lignes de leur mission. Plus récemment d'autres groupes de travail ont été créés pour répondre aux nouveaux besoins perçus par la communauté africaine de l'éducation : l'éducation à distance, le développement de la petite enfance et l'éducation non-formelle. Le pilotage des GT est assuré par des organismes de développement, des ministères de l'éducation africains (par exemple, le Groupe de travail sur l'éducation à distance, piloté par le ministère de l'Education de Maurice), ou encore, par des ONG africaines (le Groupe de travail sur la participation féminine, piloté par le Forum des éducatrices africaines (FEA) basé à Nairobi).

Si le pilotage des groupes de travail est encore en majeure partie assuré par des organismes de financement, la coordination des activités est effectuée, dans la plupart des cas, par une institution africaine. C'est le cas notamment du Groupe de travail sur les finances et l'éducation, dont la coordination est assurée par le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales (CODESRIA), basé à Dakar. Les activités du Groupe de travail sur la profession enseignante, section francophone, sont coordonnées par le ministère de l'Education de la Côte d'Ivoire et celles du Groupe de travail sur la participation féminine par le FEA, qui assure en outre le pilotage du groupe. Tous les groupes visent à long terme à transférer les fonctions de leadership et de coordination à un pays ou à une institution africaine.



Pour cette raison, le Groupe de travail sur l'enseignement à distance travaille en collaboration étroite avec l'Association des universités africaines (AUA).

Que ressort-il aujourd'hui de la manière d'opérer des GT et de leur impact dans leurs domaines respectifs? En 2000, l'ADEA a conduit une évaluation de ses groupes de travail [cf. l'article en page 3] afin d'apprécier l'impact des GT dans les pays africains et dans quelle mesure ils répondent aux besoins des partenaires de l'ADEA. Bien que les GT présentent des situations variées et contrastées, les articles de ce numéro révèlent de grandes tendances confirmées par l'évaluation.

Des réseaux à représentation large...

A l'image de l'ADEA, les GT sont des réseaux informels constitués de spécialistes et de professionnels de l'éducation s'intéressant aux problèmes soulevés par les GT, auxquels ils apportent leurs compétences diverses et leurs préoccupations professionnelles. Parce qu'ils regroupent une grande diversité d'acteurs du Sud et du Nord – en provenance de ministères de l'éducation africains, d'organismes de développement, d'institutions de recherche, d'ONG, et parfois, de groupes représentatifs de la société civile – les GT sont devenus de véritables espaces de concertation, d'échange d'expériences et de coordination. A titre d'exemple, le GT sur les livres et le matériel éducatif, qui opère dans un domaine où des intérêts économiques importants sont en jeu, réussit à être un lieu d'interaction positive pour de nombreux par-

tenaires impliqués dans l'industrie du livre : ministères de l'éducation, organismes de développement et ONG, éditeurs, libraires, foires du livre, utilisateurs.

... ancrés en Afrique

L'ancrage en Afrique est une préoccupation commune à tous les groupes de travail. Ainsi, le Groupe de travail sur l'analyse sectorielle de l'éducation donne aujourd'hui la priorité à la réalisation d'analyses sectorielles par les pays africains eux-mêmes. La stratégie adoptée par le Groupe de travail sur l'éducation non-formelle est d'appuyer les dynamiques locales existant au sein des professionnels de l'éducation et de constituer des groupes de travail nationaux à partir de forums nationaux sur l'éducation non-formelle. Les GT sur la profession enseignante et sur les finances opèrent à partir d'équipes nationales où sont représentées les principales parties prenantes. Les équipes reçoivent dès le départ un mandat officiel du ministre de l'éducation afin que le travail de l'équipe bénéficie du soutien du gouvernement et s'inscrive dans la politique éducative du pays. En 1998, le GT sur les statistiques a décidé de transférer ses bureaux de Paris à Harare, où sont maintenant situés le centre régional du programme SISED et le bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe. Un bureau SISED pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale a été ouvert à Dakar en 1999. L'ouverture de ces bureaux est un pas important vers l'établissement d'un réseau SISED de professionnels en Afrique et le renforcement de la coopération avec les pays de la région.

... favorisant la formation de communautés professionnelles

Le renforcement des capacités est une activité majeure des GT, menée de front avec des travaux de recherche, d'analyse et de plaidoyer. Les GT contribuent au développement de communautés professionnelles spécialisées dans leurs domaines respectifs. Ainsi, le programme SISED du Groupe de travail sur les statistiques, dont l'objectif est d'aider au développement de systèmes nationaux d'informations pérennes, contribue à la formation d'une communauté professionnelle de spécialistes de la gestion de l'information en Afrique. L'influence concrète de ces spécialistes a été mise en évidence récemment par la participation de la quasi-totalité des pays africains au bilan 2000 de l'Education Pour Tous (EPT).

Ce résultat ne doit en aucun cas être attribué uniquement à l'ADEA. Cependant, il illustre les atouts de l'ADEA, qui utilise ses capacités de maillage pour étayer et coordonner les différentes activités des autres organismes et partenaires ayant les mêmes objectifs – dans ces cas les gouvernements africains, les services de planification des ministères de l'éducation, les institutions de recherche, les universités, ONG et organismes de développement de la Suède, du Royaume Uni, des Pays-Bas et de la France ainsi que les agences multilatérales telles que l'UNESCO, l'UNICEF, le PNUD, le FNUAP et la Banque mondiale. Ces synergies sont nécessaires à la poursuite de nos efforts pour améliorer l'éducation en Afrique. ♦

1. Le programme SISED de renforcement des capacités est au coeur des activités du GT de l'ADEA sur les statistiques.

Focus : Les groupes de travail de l'ADEA, activités en 2000

| | |
|---|----|
| L'évaluation des groupes de travail de l'ADEA | 3 |
| Groupes de travail de l'ADEA | |
| Les livres et le matériel éducatif | 6 |
| Développement de la petite enfance | 8 |
| Participation féminine | 10 |
| Finance et éducation | 12 |

| | |
|---|-----------|
| Profession enseignante, section francophone | 14 |
| Profession enseignante, section anglophone | 16 |
| Enseignement supérieur | 18 |
| Les statistiques de l'éducation | 20 |
| Comment contacter les groupes de travail | 5 |
| Nouveautés | 23 |
| Calendrier | 24 |

L'évaluation des groupes de travail de l'ADEA

L'ADEA s'est livrée l'an dernier à une évaluation de ses groupes de travail. Résumé des principales conclusions et des actions prévues pour améliorer l'efficacité des GT et faire de telle sorte que leurs activités répondent de plus près aux préoccupations et aux besoins éducatifs exprimés par les pays.

Pour faire suite à une demande de ses partenaires (ministères et organismes bailleurs de fonds), l'ADEA s'est livrée à une évaluation, instructive, de ses groupes de travail ; elle a été terminée à la fin du 1^{er} semestre 2000. Trois grands facteurs étaient à l'origine de cet exercice : a) un sentiment général selon lequel les ministres de l'éducation et les professionnels africains étaient mal informés des activités des groupes de travail ; b) le souhait exprimé par les ministres que les activités des groupes de travail soient davantage intégrés à leurs propres programmes de travail ; c) le besoin d'instituer une plus grande responsabilité comptable, en raison du succès croissant des groupes de travail à lever des fonds.

L'évaluation a porté sur les résultats généraux des groupes de travail, ainsi que sur la qualité de leur réponse face aux attentes des partenaires de l'ADEA. L'objectif principal de l'évaluation était de garantir un développement des groupes de travail qui soit utile aux partenaires de l'ADEA dans un cadre de gestion et de responsabilité comptable acceptable. Tâche peu facile, chaque groupe de travail ayant développé une structure adaptée à ses besoins et disposant d'une grande autonomie. Cette autonomie a été encouragée afin d'accroître le dynamisme de l'association et l'on conservera donc cette diversité.

L'évaluation a abordé divers sujets : l'impact des groupes de travail, leur visibilité et leur durabilité ; la coordination entre groupes de travail ; leur degré d'africanisation ; la façon dont ils collectent, traitent et diffusent l'information recueillie ; leur gestion globale et administrative.

La méthodologie

Deux évaluateurs indépendants, l'un venu du Burkina Faso, l'autre des Etats-Unis d'Amérique, ont constitué l'équipe d'évaluation. A eux deux, ils réunissaient toutes les compétences et l'expérience nécessaires dans les domaines de la recherche et des politiques éducatives en Afrique. Ils ont commencé leur travail en août 1999, avec un examen de la littérature recensant les travaux de tous les groupes de travail et leur évolution. L'équipe a ensuite participé à des activités organisées par les groupes de travail, puis elle a rencontré et interrogé un grand nombre d'acteurs – leaders et coordinateurs de groupes de travail, ministres, représentants d'organismes bailleurs de fonds et quantité d'autres spécialistes travaillant dans le domaine de l'éducation en Afrique. Au total, 425 personnes ont été interrogées (305 personnes résidant en Afrique, le reste travaillant dans les organismes bailleurs de fonds), dont 13 ministres, 16 secrétaires permanents ou ministres adjoints et quatre recteurs d'université. Enfin, deux études de cas ont été menées au Burkina Faso et au Sénégal, pour évaluer les actions des groupes de travail et leur impact au niveau national, là où leur présence a été significative (l'Ouganda aurait dû faire l'objet d'une étude de cas, mais le tragique accident d'avion qui a coûté la vie aux auteurs de l'étude a mis un terme brutal au projet – le rapport d'évaluation leur est d'ailleurs dédié).

Les grandes tendances

Si chaque groupe de travail a sa propre histoire, l'évaluation a néanmoins identifié des tendances générales. Nous revenons

ici sur un certain nombre d'entre elles.

- **Développement** : si l'on exclut les groupes de travail les plus récents (développement de la petite enfance, éducation non formelle, enseignement à distance), et le groupe de travail sur la recherche et l'analyse des politiques, dissous en 2000, la plupart des groupes de travail se sont développés, que ce soit en termes d'activité (diversification), de couverture (davantage de pays concernés) ou de nombre de spécialistes de l'éducation touchés au delà des ministères de l'éducation (en pleine croissance).
- **Ancrage en Afrique** : les groupes de travail de l'ADEA sont de plus en plus soucieux d'ancrer leurs activités en Afrique ; ils cherchent à intégrer leurs actions dans les réalités du continent et tiennent compte des conditions de travail du secteur¹. L'évaluation a montré que les groupes de travail en général contribuent largement à encourager les échanges régionaux et entre pays ; l'expertise africaine est toujours plus sollicitée et davantage de réunions sont organisées en Afrique. Cependant, le rapport signale que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour renforcer la direction et la représentation par le Sud. De plus, les groupes de travail doivent instaurer des mécanismes plus efficaces leur permettant de mieux connaître les priorités ministérielles et de la communauté éducative en général.
- **Visibilité** : si la visibilité de l'ADEA sur la scène internationale s'est améliorée, grâce essentiellement aux biennales de l'ADEA, les groupes de travail sont quant à eux plutôt

méconnus au niveau national. L'ADEA reste mal connue dans les pays en dehors d'un cercle restreint d'acteurs. L'évaluation montre qu'en général, l'ADEA a plutôt eu un rôle en coulisses d'incitation à l'action et au changement. Les situations où les deux principaux partenaires de l'ADEA – les fonctionnaires des ministères et les représentants des organismes bailleurs de fonds – n'avaient pas toujours conscience des apports significatifs des groupes de travail dans les politiques et les activités en cours en ont témoigné.

- **Impact et influence** : il s'agit ici des répercussions que les activités des groupes de travail peuvent avoir sur le travail quotidien des spécialistes du secteur. Dans la plupart des cas, les individus impliqués dans tel ou tel groupe de travail considèrent que leur participation a considérablement enrichi leur travail. Cependant, ces personnes ne représentent qu'un faible pourcentage des spécialistes de l'éducation travaillant dans le secteur.

Conclusions

L'évaluation a montré que l'ADEA contribue à renforcer les capacités des pays africains à améliorer l'accès et la qualité même de l'éducation. Grâce à des modes de fonctionnement et de gestion uniques, l'ADEA a réussi à instaurer une confiance et un respect mutuels parmi les

spécialistes et les responsables politiques. Ce résultat est largement dû au dévouement des leaders et des coordonnateurs des groupes de travail, et à la quantité de travail qu'ils abattent, qui relève davantage du travail désintéressé que de l'accomplissement de tâches administratives.

Si l'évaluation n'a pas identifié de dysfonctionnements graves, elle montre néanmoins que les efforts des groupes de travail ne sont pas exploités au mieux et qu'un meilleur ancrage au niveau des pays est indispensable. L'évaluation a conclu que, en général : a) les groupes de travail doivent être plus sensibles aux besoins des pays, tels que relayés par le ministère ou toute autre institution, dont les ONG ; b) une meilleure coordination est nécessaire entre groupes de travail agissant dans un pays donné ; c) les groupes de travail doivent s'efforcer d'améliorer leur notoriété auprès des ministères de l'éducation et des organismes bailleurs de fonds présents dans les pays où ils interviennent.

Face à ces constats, et pour améliorer son efficacité, l'ADEA a développé une stratégie reposant sur des ateliers nationaux. Ces ateliers rassembleront tous les membres du GT d'un pays, mais aussi des acteurs de l'éducation, qu'il s'agisse de fonctionnaires des ministères, de représentants de la société civile ou des organismes bailleurs de fonds présents localement. Outre l'échange d'informations qu'ils permettront, ces ateliers

offriront également la possibilité aux groupes de travail de s'impliquer davantage pour relever deux grands défis auxquels l'éducation africaine est confrontée : l'épidémie du SIDA et les objectifs d'éducation pour tous tels qu'ils ont été fixés au dernier Forum mondial pour l'éducation, à Dakar. Figureront parmi les résultats attendus de ces ateliers : a) une communication et un échange d'informations améliorés et plus directs entre ministères de l'éducation et groupes de travail ; b) une meilleure prise de conscience dans les pays des travaux menés par les groupes de travail qui y sont actifs, garantissant ainsi une meilleure réponse de leur part face aux besoins exprimés au niveau national.

**D'APRÈS LE RAPPORT D'ÉVALUATION
DES GROUPES DE TRAVAIL
PRÉPARÉ PAR AIME DAMIBA
ET DIANA VAN BELLE-PROUTY**

1. Les indicateurs d'ancrage, tels qu'identifiés par les personnes interrogées pendant l'évaluation, sont les suivants : capacité de réponse aux priorités ministérielles ; direction et représentation par le Sud plus visibles ; recours accru à des experts ou consultants africains ; augmentation du nombre d'Africains membres des comités directeurs des groupes de travail ; augmentation de la participation africaine aux réunions des groupes de travail ; accroissement des réunions tenues en Afrique ; échanges régionaux et entre pays renforcés ; échange Nord-Sud permanent ; participation financière accrue de la part des ministères et des partenaires africains.

Evaluation de la lettre d'information... Evaluation de la lettre

RAPPEL A TOUS NOS LECTEURS !

L'ADEA entreprend une évaluation de sa lettre d'information auprès de ses lecteurs. Un questionnaire a été envoyé à tous les lecteurs avec le Vol. 12, No. 3 (juillet-septembre 2000) sur les statistiques de l'éducation.

Nous envoyons de nouveau le questionnaire à ceux qui ne nous ont pas répondu. Si vous n'avez pas encore rempli votre questionnaire, il est encore temps de le faire !

Le questionnaire ainsi que la lettre d'information de l'ADEA peuvent être téléchargés à partir du Site Web de l'ADEA ou obtenu auprès du secrétariat de l'ADEA.

La lettre d'information de l'ADEA Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)

Institut international de planification de l'éducation
7-9 rue Eugène-Delacroix - 75116 Paris, France
Tél. : +33 (0)14503 3796
Fax : +33 (0)14503 3965
Mél : adea@iiep.unesco.org
Site Web : <http://www.adeanet.org>

GT sur les livres et le matériel éducatif

**Carew Treffgarne
Leader**

Department for International
Development (DfID)
94 Victoria Street,
London SW1E 5JL, UK
Tél. : +44 (0)207 917 0658
Fax : +44 (0)207 917 0287
Mél : c-treffgarne@dfid.gov.uk

Kelvin Smith

Center for Publishing Studies
Oxford Brookes University
Richard Hamilton Building
Headington Hill Campus
Oxford OX3 0BP, UK
Tél. : +44/(0)1865 484 987
Fax : +44/(0)1865 484 952
Mél : adea.wgblm@brookes.ac.uk

GT sur l'éducation à distance

**Anand R. Rumajogee
Leader**

Tertiary Education Commission
41 Mère Barthelemy Street
Port Louis, Ile Maurice
Tél. : +230/212 8986/7 / 211 3213
Fax : +230/212 6473
Mél : arumajog@intnet.mu

GT Analyse sectorielle

**Alexandra Draxler
Leader**

UNESCO - ED/EDC
7 place de Fontenoy
75732 Paris 07 SP, FRANCE
Tél. : +33 (0)14568 1123
Fax : +33 (0)14568 5632
Mél : a.draxler@unesco.org

GT sur le développement de la petite enfance

**Jeannette Vogelaar
Leader**

Dutch Ministry of Foreign Affairs
DCO/OO/BE
Bezuidenhoutseweg 67
P.O. Box 20061 - 2500 EB The Hague
The Netherlands
Fax : +31/70 348 64 36
Mél : jeannette.vogelaar@minbuza.nl

**Kate Torkington
Coordonnateur du projet
d'examen des politiques**

41 Appleby Lodge, Wilmslow Road,
Fallowfield, Manchester M14 6HQ UK
Tél. : + 44 161 224 7836
Fax : + 44 161 225 2818
Mél : kate@applebylodge.demon.co.uk

GT sur les statistiques de l'éducation

**Kees Van den Bosch
Leader**

Royal Netherlands Embassy Harare
c/o P.O. Box 20061
2500 EB The Hague
THE NETHERLANDS
Tél. : +263/4 776 701
Fax : +263/4 776 700
Mél : kees-vandenbosch@minbuza.nl
nlgovhar@samara.co.zw

**Ko-Chih Tung
Coordonnateur**

UNESCO Office - Harare
P.O. Box H.G 435
8 Kenilworth Road, Highlands
Harare - ZIMBABWE
Tél. : +263/4 332 222
Fax : +263/4 332 344
Mél : kc.tung@unesco.co.zw

GT sur l'éducation non formelle

**Ahlin Byll-Cataria
Leader**

Swiss Agency for Development
and Cooperation (SDC)
Freiburgerstrasse 130
CH-3003 Bern, SUISSE
Tél. : +41 31 322 3428
Fax : +41 31 324 87 41
Mél : ahlin.byll@deza.admin.ch

**Cream Wright
Coordonnateur**

Secrétariat du Commonwealth
Marlborough House - Pall Mall
London SW1Y 5HX, UK
Tél. : +44 (0)207 747 6274
Fax : +44 (0)207 747 6287
Mél : ca.wright@commonwealth.int

**Adama Ouane
Coordonnateur**

UNESCO Institute for Education
Feldbrunnenstrasse 58
Hamburg D-20148 - GERMANY
Tél. : +49 40 448 041 30
Fax : +49 40 410 7723
Mél : a.ouane@memo.unesco.org

GT sur l'enseignement supérieur

**Bill Saint
Leader**

The World Bank
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433 - USA
Tél. : +1/202 473 7578
Fax : +1/202 473 8065
Mél : wsaint@worldbank.org

David Court

Banque mondiale
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433 - USA
Tél. : +1 202 473 7578
Fax : +1 202 473 8065
Mél : dcourt@worldbank.org

GT sur les finances de l'éducation

**Lorraine Belisle
Leader**

Canadian International
Development Agency
200 Promenade du Portage
Hull, Québec K1A 0G4 CANADA
Tél. : +1/819-997 0983
Fax : +1/819-997 5453
Mél : lorraine_belisle@acdi-cida.gc.ca

**Coffi Rémy Noumon
Coordonnateur**

CODESRIA
B.P. 3304 Dakar, SENEGAL
Tél. : +221 825 98 22
Fax : +221 824 12 89
Mél : remy.noumon@codesria.sn

GT sur la profession enseignante/sf

**Jean-Claude Mantes
Leader**

Ministère des affaires étrangères
Direction générale de la coopération
internationale et du développement
DCT/HEA
20, rue Monsieur - 75700 Paris 07 SP-France
Tél. : +33 (0)1 5369 3124
Fax : +33 (0)1 5369 3783

**Paul Dogoh Bibi
Coordonnateur**

06 B.P. 1634- Abidjan 06, Côte d'Ivoire
Tél. : +225 2221 8393
Fax : +225 2221 8393

**Marlène Zibango
Coordonnateur**

UNESCO Commission nationale
01 BP 748 Ouagadougou 01
Burkina Faso
Tél. : +226 30 72 15 / 31 56 14
Fax : +226 31 56 14

GT sur la profession enseignante/sa

**Henry Kaluba
Leader**

Secrétariat du Commonwealth
Marlborough House Pall Mall
London SW1Y 5HX - UK
Tél. : +44 (0)207 747 6276
Fax : +44 (0)207 747 6287
Mél : h.kaluba@commonwealth.int

GT sur la participation féminine

**Professeur Penina Mlama
Leader**

Directeur exécutif
Forum des éducatrices africaines (FEA ou FAWE)
International House,
Mama Ngina Street
P.O. Box 53168 - Nairobi, Kenya
Tél. : +254 2 330 352
Fax : +254 2 210 709
Mél : fawe@fawe.org
Site web : www.fawe.org

Les livres et le matériel éducatif

Le groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif (GTLME) apporte son soutien aux processus qui mènent à la formulation de politiques nationales du livre appropriées, dans le but d'améliorer l'approvisionnement en matériels éducatifs de qualité, l'alphabétisation et l'efficacité de la scolarisation dans les pays d'Afrique subsaharienne. L'année 2000 a été riche en activités de recherche, de publication, de plaidoyer, de diffusion et de maillage. Ces activités sont toutes liées aux efforts poursuivis par le groupe de travail dans les domaines de la planification et de la mise en œuvre de politiques du livre.

Contre les taxes sur les livres et pour la lecture pour tous

La campagne menée par le Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif

(GTLME) pour exonérer de taxes les livres, a pris de l'ampleur en 2000. Lancée en collaboration avec le réseau des éditeurs africains (APNET) à la biennale de l'ADEA (qui a eu lieu à Johannesburg

en décembre 1999), la campagne a été poursuivie en 2000. Elle a reçu une couverture médiatique à Nairobi lors de la réunion des leaders et coordonnateurs des groupes de travail de l'ADEA (juin 2000),

“Les manuels scolaires sont parfois la seule introduction à la lecture pour les élèves venant de familles illettrées, la seule occasion de lire pour les jeunes vivant dans des villages si reculés qu'on n'y trouve ni journaux, ni magazines, ni même d'enseignes de boutiques. Les manuels scolaires sont indispensables à l'alphabétisation dans de nombreuses parties du monde où la pénurie de livres est endémique, où l'enseignement se fait en répétant par coeur et en mémorisant une information pas toujours fiable et rarement à jour.”

Bilan EPT 2000. Etude thématique sur les environnements d'enseignement et d'apprentissage préparée par l'UNESCO et le Groupe de travail de l'ADEA sur les livres et le matériel éducatif/Ian Montagnes .

et à Harare, lors de la foire internationale du livre (juillet 2000). La campagne a été évoquée lors d'une table ronde du forum mondial de l'éducation (Dakar, avril 2000) portant sur les choix stratégiques dans le développement et l'utilisation des ressources pédagogiques pour l'enseignement et l'apprentissage. Les discussions de la table ronde se sont appuyées sur une étude menée par le Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif et l'UNESCO sur le contexte africain de l'approvisionnement en

livres. Cette étude, lancée en 1999 par le groupe de travail, fut élargie, pour l'exercice d'évaluation d'Education Pour Tous (EPT) 2000, en une étude générale sur les manuels scolaires et le matériel éducatif. Les membres de la table ronde de Dakar ont repris les recommandations du groupe de travail : les politiques gouvernementales visant à promouvoir la lecture pour tous doivent intégrer des mesures exonérant les livres de toutes taxes et droits de douane.

La présentation de la deuxième phase de l'étude du GTLME et de l'UNESCO, sur les barrières aux échanges intra-africains de livres, a été relayée lors d'une des séances de l'*Indaba*, à la Foire internationale du livre du Zimbabwe (ZIBF), qui a eu lieu fin juillet 2000. Ruth Makotsi, le chercheur principal, a animé une discussion sur les implications des résultats de la recherche pour les communautés économiques régionales. En outre, les membres d'une mission conjointe APNET/ADEA ont participé à une conférence interministérielle de la SADC sur la culture, organisée à Maputo en novembre, pour discuter d'un projet de protocole sur la culture, l'information et les sports. La mission a recommandé que l'on accorde aux livres le statut de produits culturels et que l'édition soit reconnue comme une industrie liée à la culture.

Améliorer l'accès aux livres

Tout au long de l'année 2000, le groupe de travail a apporté son soutien aux ateliers de renforcement des capacités de l'Association panafricaine des libraires (PABA), ateliers qui font la promotion de bonnes pratiques dans la vente des livres et renforcent les associations nationales de libraires. Nous notons avec satisfaction que ces ateliers ont aidé à développer le réseau de la PABA, qui compte désormais 17 associations membres (contre quatre en 1997).

Le groupe de travail a joué un rôle décisif dans l'organisation d'une réunion technique sur l'interface édition/vente, qui a eu lieu lors de la convention annuelle de la PABA. Pendant la séance de clôture, organisée par le groupe de travail à

la foire internationale du livre du Zimbabwe, le ministre de l'éducation du Ghana, M. Ekwow Spio-Garbrah, invité d'honneur, a encouragé les membres du comité exécutif de la PABA à poursuivre le dialogue pendant la foire internationale du livre du Ghana, au mois de novembre. C'est ainsi que la première réunion officielle entre représentants de l'APNET et de la PABA, portant sur la complémentarité du rôle des éditeurs et des libraires, a eu lieu à Accra, le 13 novembre 2000.

Les travaux de recherche sur les questions politiques clés

Le groupe de travail a souligné, tout au long de l'année, l'importance de disposer d'une recherche à jour sur les questions politiques clés. La recherche lancée sur les systèmes de distribution des livres a été achevée en mars, ses résultats servant de cadre de référence à une autre séance de l'*Indaba* à la Foire du livre du Zimbabwe.

Outre une version plus complète de *Pour le développement du commerce du livre à travers l'Afrique*, trois nouveaux titres ont paru dans la série « Perspectives sur le développement du livre africain » du groupe de travail. Ils s'intéressent au financement, à l'accès et aux questions de genre dans le développement du matériel éducatif. La stratégie du groupe a été d'encourager les auteurs de ces ouvrages à s'occuper de la question de la diffusion des résultats et leurs conséquences au niveau des politiques.

Les rédacteurs du premier manuel de formation du groupe de travail, « Pour une édition sensible aux questions de genre » (numéro 12 de la série « Perspectives sur le développement du livre africain »), assumeront un rôle de formateurs lors des ateliers prévus en 2001. L'ouvrage a reçu un accueil enthousiaste de la part des membres du groupe de travail. Nous avons l'intention, début 2001, de discuter avec les différentes associations nationales de libraires de la possibilité de publier des versions française et en kiswahili de l'ouvrage.

Faire connaître les implications politiques

Le ministère de l'Education du Lesotho a organisé, en septembre, un atelier à Maseru, avec le soutien de la coopération irlandaise, pour discuter des implications de l'étude de cas sur le pays présentées dans *Le financement des manuels scolaires et des matériels de formation des enseignants*. Des discussions sont en cours sur la diffusion des autres études de cas recensées dans cet ouvrage, ainsi que dans la publication *Des livres pour les écoles – Améliorer l'accès aux ouvrages de lecture en Afrique*.

L'atelier régional organisé à Dakar fin septembre sur la « Planification stratégique des manuels scolaires » a également permis de partager les implications politiques de la recherche menée par le groupe de travail. Celui-ci avait organisé l'atelier pour des représentants des secteurs publics et privés au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, en Guinée, au Mali et au Sénégal, à la demande du bureau régional de la Banque mondiale dans le cadre du programme de l'Initiative spéciale des Nations unies pour l'Afrique (ISNUA).

Un autre atelier sur les statistiques de l'éducation a été organisé avec l'aide du groupe de travail à Lusaka, en octobre, pour assurer le suivi du module pilote du programme SISED (Systèmes nationaux d'informations statistiques sur l'éducation) du groupe de travail sur les statistiques concernant l'information sur les livres et le matériel éducatif. Cela a permis, une fois encore, de relancer le dialogue entre le ministère de l'Education et l'Association des libraires et des éditeurs.

Ces ateliers se poursuivront en 2001, en mettant davantage l'accent sur l'aide à apporter aux intervenants des secteurs publics et privés ainsi que des ONG, pour qu'ils partagent les bonnes pratiques en matière de mobilisation des ressources d'enseignement et d'apprentissage en faveur de l'éducation pour tous.

CAREW TREFFGARNE
LEADER DU GROUPE DE TRAVAIL SUR
LES LIVRES ET LE MATÉRIEL ÉDUCATIF

Développement de la petite enfance

Le groupe de travail sur le développement de la petite enfance (GTDPE) est un des plus récents groupes de travail de l'ADEA. Il a été créé en 1997 pour aider à la mise en place de prestations DPE, abordables et de qualité, afin que les enfants aient des chances égales de compléter leur éducation de base et de développer leurs capacités. La première tâche que le groupe de travail s'est donnée est d'explorer les politiques DPE qui existent en Afrique subsaharienne. Ce projet d'examen des politiques passe en revue les politiques de développement de la petite enfance et comprend également trois études de cas concernant le Ghana, Maurice et la Namibie.

Les activités du groupe de travail sur le développement de la petite enfance (GTDPE) ont pris de l'ampleur en 2000. Elles ont été soutenues par la reconnaissance croissante de l'importance cruciale du développement de la petite enfance comme condition préalable à un développement harmonieux des enfants dans leur formation et dans leur vie. Cette reconnaissance s'est exprimée à l'occasion de réunions internationales, comme la biennale de l'ADEA et la conférence EPT pour l'Afrique subsaharienne qui se sont tenues à Johannesburg en 1999, ou encore le Forum mondial de l'éducation, organisé à Dakar en 2000. Le directeur exécutif de l'UNICEF, Carol Bellamy, s'est récemment ouvertement prononcé en ce sens, en déclarant, à l'occasion de la publication du rapport *L'Etat des enfants du monde en 2001* qu'il fallait chercher la clé d'un meilleur développement humain chez les plus jeunes :

« La plupart des décideurs ignorent tout simplement à quel point les trois premières années de la vie d'un être humain sont fondamentales. Et c'est bien là le drame. Mais nous avons fait de grands progrès dans la compréhension du développement humain et nous savons maintenant que ces années sont déci-

sives pour l'avenir. Un investissement réalisé aujourd'hui sera récompensé par des effets bénéfiques immenses pour les enfants et la société de demain. »

Le projet d'examen des politiques

Les décideurs auxquels Carol Bellamy fait allusion, tout comme les politiques

responsabilité, sont au centre du champ d'étude du projet d'examen des politiques du GTDPE. Ce projet est né de la conviction qu'un engagement et un investissement renforcés des gouvernements en faveur du développement de la petite enfance (DPE) étaient indispensables pour déployer (et améliorer lorsqu'elles existent déjà) des initiatives de développement de la petite enfance, durables et adaptées à l'Afrique. Le groupe de travail

“La plus grande tragédie est que les preneurs de décisions ignorent à quel point les trois premières années de la vie sont essentielles. Mais nous avons fait de grands progrès dans la compréhension du développement humain, et nous sommes désormais certains que ces années sont vitales pour l'avenir. Les investissements faits aujourd'hui auront des retombées importantes pour les enfants et la société du futur.”

Déclaration de Carol Bellamy, Secrétaire exécutif de l'UNICEF. L'état des enfants dans le monde 2001.

destinées aux jeunes enfants dont ils ont la

espère inciter les gouvernements africains à s'engager activement en faveur du DPE en leur donnant des informations sur les politiques de DPE qui ont été mises en œuvre sur le continent, et sur les réflexions et les stratégies qui ont débouché sur de telles politiques.

Le projet d'examen des politiques du groupe de travail s'articule autour de deux actions : une grande enquête sur les politiques de DPE et la réalisation d'études de cas sur les politiques menées dans trois pays africains. Pour ce qui est de l'enquête, le groupe de travail a envoyé en novembre 2000 un questionnaire à tous les ministères de l'éducation afin d'obtenir des informations générales sur le DPE et des informations plus précises sur la politique de DPE. Une dizaine de questionnaires (sur la cinquantaine qui ont été envoyés) sont revenus début décembre. L'information ainsi obtenue sera intégrée dans la phase d'analyse globale du projet, qui interviendra après achèvement des trois études de cas.

La réalisation des trois études de cas s'est accélérée au mois d'août après les travaux d'approche menés pour transformer ce projet en une entreprise conjointe du groupe de travail, de l'UNICEF et de trois ministères (Ghana, île Maurice et Namibie). Ces trois pays ont été choisis en raison de leur expérience, passée ou en cours, de mise en œuvre de politiques orientées spécifiquement sur le DPE. Chaque pays a constitué une équipe, réunissant des chercheurs, un représentant du bureau local de l'UNICEF et un représentant du gouvernement. Dès le début, le travail d'équipe et la création de liens avec les réseaux nationaux de DPE sont apparus comme indispensables au bon déroulement du processus.

Deux ateliers ont été organisés en Afrique du Sud, l'un en août et l'autre à la fin du mois de novembre. Chaque équipe nationale a pris part à ces ateliers animés par le coordonnateur du projet et un formateur DPE expérimenté. Les participants du premier atelier ont produit les termes de référence des études de cas et un plan de travail sur deux mois pour chacune des équipes nationales. Pendant le second atelier, ils ont passé en revue les progrès réalisés, aplani les difficul-

tés rencontrées par les équipes et travaillé sur des stratégies de diffusion des études de cas. Le Ghana et l'île Maurice ont présenté leurs projets d'études de cas ; celui de la Namibie devrait être achevé au début de l'année 2001.

Un atelier est également prévu début 2001 pour procéder à une analyse globale des résultats des trois études de cas et des informations retirées des questionnaires envoyés aux ministères de l'éducation. Chacun des bureaux de l'UNICEF organisera des conférences dans le pays pour diffuser les résultats des études de cas ; le groupe de travail s'efforcera de faire participer les représentants des pays à des conférences internationales afin qu'ils puissent présenter les études de cas et le rapport de l'analyse globale. Le groupe de travail publiera intégralement l'analyse globale.

Le problème du SIDA

En réponse à la préoccupation constante de l'Afrique face au virus du SIDA, le groupe de travail a lancé les bases d'une étude menée en partenariat avec les bureaux régionaux de l'UNICEF pour examiner quels sont les effets du SIDA sur les jeunes enfants et leurs familles. Lors d'une réunion prévue pour 2001, les représentants des pays d'Afrique les plus touchés par le SIDA travailleront ensemble à identifier quels sont les grands problèmes, questions et options, et à examiner certaines des initiatives déjà prises. Le groupe de travail envisage de financer des études de cas sur les initiatives prises face au SIDA, en partenariat avec d'autres organisations et dans le cadre de la deuxième étape de son projet d'examen des politiques. On notera toutefois que le questionnaire envoyé aux ministères intégrait aussi une question sur les effets du SIDA sur les jeunes enfants et leurs familles.

Structure et organisation

L'année 2000 ayant été essentiellement occupée par le lancement du projet d'examen des politiques, le groupe de travail n'a consacré que peu de temps à ce qui est pourtant à la base de toute extension de ses activités, à savoir des instan-

ces solides et la désignation d'un comité directeur. Les réponses aux questionnaires devraient nous permettre de voir quels pays africains sont véritablement engagés en faveur du DPE ; un certain nombre de pays ont déjà fait connaître leur intérêt pour une collaboration avec le groupe de travail. Le ministère néerlandais des Affaires étrangères, qui pilote le groupe de travail, organisera en 2001 une réunion pour diffuser les résultats du projet d'examen des politiques et pour réunir les représentants des pays intéressés.

Le groupe est confronté à un dilemme...

Le principe d'un développement global de l'enfant, qui donne une importance égale au développement satisfaisant à tous les niveaux et reconnaît l'interdépendance de ces différents niveaux, est l'une des règles de conduite du groupe de travail. La façon dont les gouvernements nationaux s'organisent dans la plupart des pays vient contredire ce principe, dans la mesure où les besoins des enfants ne sont envisagés qu'au travers de programmes sectoriels. Par ailleurs, l'ADEA est une organisation qui s'intéresse surtout à l'éducation formelle, alors que la définition que donne le groupe du travail du DPE intègre les enfants de la naissance à sept ou huit ans, au sein ou non d'institutions éducatives. En choisissant de travailler sur le projet d'examen des politiques, le groupe de travail s'est retrouvé face à ce paradoxe : le représentant du gouvernement dans l'équipe formée pour chacune des trois études de cas ne venait pas du ministère de l'éducation car ce sont d'autres ministères qui s'occupent du DPE. La réaction des ministères de l'éducation à la publication qui rendra compte du projet d'examen des politiques nous renseignera sur l'étendue de l'acceptation du principe global du développement de la petite enfance.

KATE TORKINGTON

COORDONNATEUR DU PROJET D'EXAMEN DES POLITIQUES DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE

Participation féminine

Le groupe de travail de l'ADEA sur la participation féminine (GTPF) a été créé en 1990 pour contribuer à la réduction des différences qui existent en Afrique entre les garçons et les filles au niveau de la scolarisation et des résultats scolaires. Le groupe de travail est constitué de quatre composantes : l'Alliance pour une action communautaire sur l'éducation des filles (ACAFE), le programme Education des femmes en mathématiques et en sciences en Afrique (FEMSA), le Forum des éducatrices africaines (FEA ou FAWE) et le Partenariat pour la planification stratégique des ressources en Afrique (PSR). Le FEA pilote le groupe de travail sur la participation féminine depuis octobre 1999.

Le Forum des éducatrices africaines a inauguré le nouveau millénaire en renouvelant son engagement en faveur de la réduction de l'écart éducatif entre les filles et les garçons. Depuis qu'il a pris la direction du GTPF en octobre 1999, le FEA doit relever le défi qui consiste à être à la fois l'animateur de ce groupe de travail et une composante possédant son propre programme de travail.

Les quatre composantes ont participé durant l'année 2000 à un certain nombre d'activités visant à promouvoir l'éducation des filles et des femmes. Nous rappelons ici les grands résultats obtenus par chacune des composantes.

Les activités du FEA

Les nouvelles responsabilités de direction assumées par le FEA l'ont conduit à réexaminer sa relation avec les autres composantes du groupe de travail, l'ACAFE, le FEMSA et le PSR, pour voir comment ces programmes pourraient être intégrés au programme général de travail du FEA. La première étape a consisté à organiser une série d'ateliers nationaux pour toutes les composantes du GTPF. Ils se sont déroulés aux mois d'octobre et de novembre, au Ghana, au Mali, en Ouganda, au Tchad et en Zambie ; les participants ont eu l'occasion de faire connaître leurs points de vue sur l'intégration envisagée.

De plus, le FEA a mis en œuvre les activités qui étaient prévues aux termes de son propre programme de travail pour l'année 2000, parmi lesquelles :

- l'organisation d'une réunion régionale au niveau ministériel, à Nairobi, les 7 et 8 novembre, sur le thème « Réduction du fossé entre les sexes : mettre

un frein à l'abandon scolaire des filles ». Cette consultation régionale a réuni des représentants venus de 13 pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe : ils ont étudié ensemble les principaux facteurs conduisant à l'abandon scolaire des filles, parmi lesquels la pauvreté, le SIDA, la grossesse ou le harcèlement sexuel. Les participants ont partagé leurs expériences les

plus utiles pour la réduction de ces taux d'abandon. Les représentants de chaque pays se sont engagés à mettre en œuvre au moins une action pendant l'année 2001 pour mettre un frein à cet abandon scolaire ;

- la participation à des forums internationaux, nationaux et régionaux sur l'éducation des filles, dont : un atelier sur la communication pour l'éducation et le développement, qui s'est tenu en février à Harare ; l'organisation du congrès de la recherche en sciences sociales en Afrique de l'Est et en Afrique australe, qui a eu lieu en avril à Dar-es-Salaam ; la conférence de Beijing + 5 (New York, 5-9 juin) ; la réunion d'Action Aid (session sur le trafic et l'éducation des filles, New York, 3 juin) ; le débat public de l'UNICEF sur l'éducation des filles (« Les défis de Dakar », New York, 6 juin) ;
- le soutien financier accordé à des projets faisant la promotion de l'éducation des

filles en Afrique ;

- l'aide apportée à la mise au point de modules destinés à renforcer l'autonomie des filles et la création à leur intention, de clubs et de bureaux d'orientation et de conseil ;
- l'implication dans les projets d'écoles d'excellence au Kenya, au Rwanda et en Tanzanie ;

“ Fille-enfant d'Afrique subsaharienne, quels sont tes espoirs, tes rêves et tes projets pour ton avenir ? Alors que nous rentrons dans le nouveau millénaire, qui voudrais-tu être ? J'ai vécu suffisamment longtemps pour bien connaître le statut des filles et des femmes au Kenya. Je veux faire de la politique. ”

Winnie A., Ouganda, 13 ans.

- la mise au point de modules de formation, destinés aux sections nationales du FEA, sur la sensibilisation à l'égalité des sexes et la défense de cette égalité ;
- la conduite d'une analyse des résultats scolaires de 20 pays ;
- la production et la distribution d'ouvrages sur le SIDA, la réduction des taux d'abandon scolaire des filles et l'éducation pour tous ;
- le lancement, dans plusieurs pays, du prix Agathe Uwilingiyimana pour récompenser les innovations issues du terrain ;
- la défense active de l'éducation des filles lors de différentes interventions télévisées ou entretiens radiophoniques ;
- l'amélioration du site Internet du FEA et la révision de sa stratégie de communication aux niveaux national et régional.

Les activités de l'ACAFE

L'Alliance pour une action communautaire sur l'éducation des filles (l'ACAFE ou l'Alliance) a été créée pour canaliser les ressources et l'aide sous toutes ses formes à destination des ONG qui sont susceptibles de faire progresser l'accès des femmes à l'éducation. Cinq pays participent aux activités de l'Alliance – le Ghana, le Mali, l'Ouganda, le Tchad et la Zambie.

Les programmes 2000 pour le Ghana, le Mali, l'Ouganda et la Zambie ont continué d'aider les ONG locales et les organisations communautaires (OC) à promouvoir l'éducation des femmes et des filles dans leurs communautés. Alliance Mali a identifié les ONG ou les OC qui peuvent prétendre à l'aide de l'Alliance. Alliance Tchad vient juste de trouver un coordonnateur national pour s'occuper des activités inscrites au programme.

Le FEA a accueilli à Nairobi en août le troisième atelier national de l'Alliance. Y ont pris part les coordonnateurs nationaux des cinq pays de l'Alliance, les présidents des comités directeurs nationaux, des membres de l'UNICEF/New York et quelques représentants des bureaux régionaux de l'UNICEF. Les participants ont reçu des rapports d'étape sur chacun des pays et les ont revus en s'attachant surtout à la question de l'intégration de l'Alliance dans le programme de travail du FEA.

Le secrétariat de l'ACAFE a été transféré en septembre dernier de l'UNICEF/New York au secrétariat régional du FEA, à Nairobi.

Les activités du FEMSA

Le programme Éducation des femmes en mathématiques et en sciences en Afrique (FEMSA) a été créé afin d'améliorer les résultats qu'obtiennent les filles et les jeunes femmes dans les matières scientifiques et les mathématiques, et de revoir le niveau des cours dispensés à l'école. Le FEMSA a mené les activités suivantes en 2000 :

- mise en œuvre d'interventions au niveau national et au niveau des écoles et de la communauté, pour promouvoir la participation des filles en sciences, mathématiques et technologie (SMT) ;
- renforcement des services de documentation dans les centres nationaux du FEMSA ;
- conduite d'une analyse sur les sujets et les programmes d'examen ;
- collation de documents sur les modèles d'identification ;
- production de brochures sur divers sujets, tels que « L'attitude des parents et de la communauté à l'égard de la participation et de l'accès des filles à l'enseignement SMT », l'« État de la question sur la participation et la performance des filles dans les disciplines SMT au primaire » ou l'« État de la question sur la participation et la performance des filles dans les disciplines SMT à l'école secondaire » ;
- conception et lancement du site Internet du FEMSA ;
- renforcement des liens avec d'autres institutions, dont l'AFCLIST, le Fonds mondial pour les femmes et la fondation allemande pour le développement international (DES) ; examen d'une collaboration possible avec l'UNESCO pour la production de modules de sensibilisation aux questions d'égalité des sexes, modules destinés à la formation des enseignants et aux institutions responsables de la mise au point des programmes ; prise de contact avec d'autres organisations, telles que le WIGSAT (Women in Global Science and Technology) ou l'OFAN (Once and Future Action Network).

Les activités de PSR

L'objectif principal du programme PSR (Planification stratégique des ressources) est de renforcer les capacités des pays participants à : a) mener des recherches sur les contraintes et les moyens de faire progresser l'éducation des filles en général ; b) identifier les ressources du secteur national de l'éducation qui pourraient être mieux utilisées, afin de permettre le financement d'interventions susceptibles de contribuer à augmenter l'égalité des sexes face à l'offre éducative. Le programme PSR découle des études menées par le FEA sur les barrières à l'éducation des filles et sur la planification stratégique des ressources en Éthiopie, au Ghana, en Guinée, au Malawi, au Mali, en Ouganda, au Sénégal, en Tanzanie et en Zambie. Ces études révèlent que des réformes rentables sont possibles en utilisant les ressources éducatives existantes et que des redistributions plus équitables peuvent réduire les charges pour les familles, améliorer la qualité et influencer sur la demande des parents en faveur d'une éducation de leurs filles.

En 2000, le FEA a été l'initiateur d'un programme de consultation avec les ministères de l'éducation des neuf pays participants, qui a débouché sur la mise au point de documents d'option qui ont été discutés lors de la réunion ministérielle du mois de mars sur la planification stratégique des ressources (à Lusaka en Zambie). Il s'agissait là d'une grande première, dans la mesure où les ministères présents se sont engagés à intégrer les résultats du programme PSR. Les neuf pays participants ont identifié les zones de priorité et vont mettre au point des plans d'action.

Entre temps, les rapports PSR de recherche par pays, préparés en collaboration avec l'Institute of Development Studies (IDS, dans le Sussex) ont été finalisés et publiés. Les rapports de recherche des pays de la phase I (l'Éthiopie, la Guinée et la Tanzanie) avaient été publiés en 1997.

MAREMA DIOUM
SPÉCIALISTE DE PROGRAMME,
FORUM DES EDUCATRICES AFRICAINES (FEA)

Finance et éducation

Les activités du Groupe de travail Finances et Education (GTFE) ont pour but d'améliorer la planification, le financement et la gestion de l'éducation. Le groupe de travail est un forum où se rencontrent planificateurs de l'éducation africains, économistes et organismes de financement pour échanger des informations et développer des outils et des politiques qui conduiront à une meilleure gestion des fonds destinés à l'éducation. Les études de cas du GTFE, qui explorent les politiques et pratiques liées au financement de l'éducation, sont une composante importante du programme de travail du GTFE. Le GTFE apporte également son soutien au développement des capacités au sein des ministères de l'éducation et des finances, dans les domaines de la planification, de l'affectation et de la gestion des ressources.

Les études de cas nationales

Depuis 1998, le GTFE conduit des études de cas nationales explorant les politiques, pratiques et mécanismes de financement de l'éducation dans les différents pays d'Afrique subsaharienne. Les études s'intéressent également aux accords institutionnels existant entre les ministères des finances et de l'éducation en matière de planification et d'affectations budgétaires. Elles sont conduites par des équipes nationales constituées de représentants des ministères chargés de l'éducation, de l'économie et des finances, ainsi que des chercheurs des universités et centres de recherche. La finalité des études est d'établir un premier diagnostic du financement de l'éducation dans un pays donné, diagnostic qui servira à déterminer des actions spécifiques pour améliorer la gestion financière et budgétaire du système éducatif de ce pays. Les études permettent : a) de passer en revue les mécanismes de financement de l'éducation en Afrique subsaharienne ; b) d'analyser les contraintes, les goulets d'étranglement et les faiblesses de ces mécanismes ; c) de sensibiliser un plus grand nombre d'acteurs aux questions et problèmes de financement de l'éducation (décideurs politiques, organismes de développement et ONG, syndicats d'enseignants, associations de parents d'élèves, etc.) lors des séminaires nationaux de lancement et de dissémination des résultats des études nationales. A ce jour, six études de cas ont été réalisées dans les pays sui-

vants : Bénin, Niger, Sénégal, Swaziland, Tanzanie et Maurice. En 2000, six nouvelles études ont été lancées au Burkina Faso, au Burundi, au Kenya, à Maurice, au Mozambique et en Egypte.

■ **Les séminaires de dissémination :** Une fois terminées les études de cas, leurs résultats sont discutés lors de séminaires de dissémination auxquels sont conviés les principaux acteurs de l'éducation dans le pays concerné. En 2000, un sé-

minaire de dissémination a été organisé au Kenya, auquel ont participé une trentaine de personnes : universitaires, représentants du ministère des Finances, du ministère de l'Education, représentants de la société civile, de l'UNICEF et d'ONG. Présentés par les membres de l'équipe nationale responsables de

“D'une façon générale, il y a peu de relation entre le volume global de ressources publiques mobilisées pour un système éducatif et la couverture quantitative de ce système. C'est davantage l'efficacité dans l'usage des ressources que le volume de celles-ci qui compte.”

Les systèmes éducatifs africains, Une analyse économique comparative, Alain Mingat et Bruno Suchaut, De Boeck & Larcier, 2000.

l'étude, les résultats ont fait l'objet de débats riches et constructifs, précisément au moment où le pays est en train de rédiger un document qui servira de base à l'élaboration d'une stratégie pour la réduction de la pauvreté. A l'issue du séminaire, il a été suggéré que l'étude devienne un document de référence régulièrement mis à jour. Il a également été recommandé : 1) d'analyser plus en profondeur les données recueillies ; 2) d'étendre l'analyse faite à partir des coûts unitaires à tous les niveaux et types d'enseignement afin d'étayer des propositions budgétaires concrètes ; 3) de compléter l'étude par une analyse du système de bourses et de prêts aux étudiants et de la participation du secteur privé au financement de l'éducation ; 4) d'approfondir l'analyse du cadre des dépenses à moyen terme (CDMT) ainsi que le problème de la coordination de l'aide extérieure.

■ Séminaires de mise en oeuvre :

Le GTFE facilite également l'organisation de séminaires de mise en oeuvre permettant aux pays engagés dans une étude de cas de discuter plus en profondeur des recommandations faites par les équipes nationales. Les séminaires sont censés aboutir à des stratégies pour la mise en oeuvre des actions recommandées. En 2000, un séminaire de mise en oeuvre a été organisé au Sénégal. Co-présidé par M. Abdoul Aziz Fall, directeur de cabinet du ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, et par M. Alé Lo, président de l'Association des collectivités locales et des communautés rurales, le séminaire de mise en oeuvre du Sénégal a eu lieu le 17 juillet à Mbour. Il a rassemblé une trentaine de participants, essentiellement des représentants des ministres chargés de l'éducation, des finances, et de la société civile. Au cours du séminaire, les participants ont discuté des moyens de mise en oeuvre de certaines recommandations. A ce jour, plusieurs recommandations à court terme ont été prises en compte au niveau du ministère et commencent à être appliquées. En outre, les recommandations de stratégie à long terme ont servi à l'élaboration du PDEF (Programme Décennal de l'Education et de Formation).

Renforcement des capacités

Un des objectifs du GTFE est de renforcer les capacités des ministères de l'éducation et des finances en matière d'élaboration et de mise en oeuvre des politiques de planification et de gestion budgétaire et financière pour une utilisation optimale des fonds destinés à l'éducation. A cet effet, des modules de formation ont été élaborés pour contribuer au perfectionnement technique des personnels de ces ministères.

Elaborés en collaboration avec l'Institut international de planification de l'éducation (IIPE), les modules couvrent les aspects théoriques de la planification et de la gestion budgétaire et financière mais présentent aussi des exercices pratiques. Ils font également référence à des situations concrètes révélées dans les études de cas nationales du GTPE (Une analyse de l'évolution des dépenses de l'éducation : le cas de l'Ile Maurice ; Les sources de financement du système éducatif du Swaziland ; Les procédures budgétaires : le cas du Sénégal ; Les procédures budgétaires : le cas de la Tanzanie : la planification et la budgétisation de l'éducation au Swaziland ; La préparation et l'exécution du budget de l'éducation : le cas de l'Ile Maurice).

S'appuyant sur ces modules, deux **séminaires régionaux de formation** ont été organisés en 2000, en collaboration avec l'IIPE. Y ont participé des directeurs de la planification, de l'administration et des finances de ministères de l'éducation ainsi que des directeurs du budget de ministères des finances.

Le premier séminaire, pour les pays francophones, a eu lieu en Côte d'Ivoire (Grand Bassam, 10-21 avril 2000). Onze pays étaient représentés : Bénin, Burkina Faso, Congo, Burundi, Côte d'Ivoire, Guinée, Madagascar, Niger, Sénégal, Tchad, Togo. Le second, pour les pays anglophones, a eu lieu à Maurice (Quatre Bornes, 11-22 septembre 2000). Il a rassemblé 23 participants représentant 10 pays (Maurice, Kenya, Ethiopie, Lesotho, Namibie, Zimbabwe, Mozambique, Botswana, Ouganda, Gambie).

En outre, deux **séminaires nationaux de formation** ont été organisés en

2000. Le premier a eu lieu à Lomé (Togo) du 2 au 6 octobre 2000 pour les six directeurs régionaux de l'éducation, et vingt quatre cadres des ministères de l'éducation et des finances. Le deuxième a eu lieu à Koudougou (Burkina Faso) du 6 au 10 novembre pour les gestionnaires des directions régionales de l'éducation de Base et de l'alphabétisation (DREBA) et pour les cadres des services centraux des ministères en charge de l'éducation du Burkina Faso.

Activités prévues en 2001

En 2001, les études de cas nationales seront poursuivies et des séminaires de dissémination seront organisés. Plusieurs rapports d'études de cas nationales seront publiés et certains pays (Bénin, Burkina, Burundi, Mozambique) seront en mesure d'organiser des séminaires nationaux de mise en oeuvre. Le GTFE organisera également deux à trois séminaires nationaux et un séminaire régional de formation en collaboration avec l'IIPE. En outre, un séminaire sous régional sera organisé autour du thème: *Défis du financement de l'enseignement supérieur en Afrique*. Destiné essentiellement aux ministres africains francophones chargés de l'éducation ou de l'enseignement supérieur, le séminaire aura pour objectifs d'évoquer les divers problèmes qui se posent au financement de l'enseignement supérieur en Afrique et d'analyser les solutions réussies apportées tant en Afrique que dans d'autres régions.

Enfin, le GTFE s'intéressera au problème du SIDA, qui a eu des effets directs (coûts de l'absentéisme, coûts du recrutement et de formation de nouveaux enseignants, etc) et indirects sur l'éducation (ponction sur la part du budget de l'Etat réservée aux secteurs sociaux). Une équipe sera mise en place pour analyser les effets de la propagation du Sida sur l'effort de financement de l'éducation en Afrique.

COFFI REMY NOUMON

COORDONNATEUR DU GROUPE DE TRAVAIL
SUR LES FINANCES ET L'ÉDUCATION

Profession enseignante

Section francophone

L'objectif principal du Groupe de travail sur la profession enseignante (GTPE) est d'aider les ministères africains de l'éducation à développer une éducation de base de qualité en contribuant à améliorer les systèmes de gestion et de soutien aux personnels de l'éducation. Pour réaliser ces objectifs, le Groupe de travail s'efforce de développer un réseau d'experts capables d'analyser les problèmes de gestion et de mobilisation des enseignants et d'initier des actions au sein de leurs ministères. La section francophone du groupe de travail est engagée dans un ensemble d'activités visant à favoriser une meilleure gestion des personnels enseignants et à mobiliser ces personnels pour les rendre plus performants. Il opère à partir de groupes de travail nationaux établis dans 14 pays.

Le GTPE/sf est engagé depuis 1993 dans un programme intitulé *Gestion et mobilisation du personnel enseignant* (GME). Les équipes nationales du GTPE/sf, présentes dans 14 pays francophones, sont amenées à élaborer des plans d'action destinés à améliorer la gestion des personnels enseignants ainsi que les conditions d'emploi (gestion, rémunération, encadrement pédagogique, profil de carrière...) et à relever le niveau de motivation et de performance du personnel enseignant.

Thèmes de recherche

En Septembre 1998, il avait été décidé de procéder à un recentrage du travail des équipes nationales. Chaque équipe natio-

nale avait été chargée, avec l'aval de son ministère, de définir deux thèmes de recherche correspondant à une problématique particulière de chacun des pays. Les équipes nationales ont ensuite entrepris des études/actions plus ciblées portant sur certains aspects du plan d'action général de chaque pays. Les thèmes définis sont les suivants :

- le malaise enseignant
- les solutions alternatives au recrutement classique d'enseignants (enseignants volontaires, vacataires etc...)
- le problème spécifique de l'enseignante en zone défavorisée et la sous-scolarisation des filles
- le redéploiement des personnels (question liée à la carte scolaire et aux relations du ministère de l'éducation avec les minis-

tères de la fonction publique et des finances)

- le rôle des syndicats dans la gestion participative de l'école
- la gestion des personnels centrée sur le triptyque « emplois/postes/personnels »
- la formation, l'encadrement et l'animation des personnels enseignants
- les conditions faites à l'enseignant en milieu éloigné ou déshérité
- la politique salariale et l'ajustement structurel.

Le bilan à mi-parcours réalisé par le comité de pilotage du GTPE/sf qui s'est réuni à Paris, les 24 et 25 février 2000, a réparti les équipes nationales en deux groupes, en fonction du degré d'avancement des études : les pays en phase de démarrage et ceux dont les études sont relativement avancées.

L'atelier de Niamey (8-10 mai 2000) a réuni les pays membres du premier groupe (Bénin, Niger, Togo, Madagascar). Il a permis d'identifier les besoins des équipes (matériels, financiers et en appui technique) pour permettre la poursuite des études en cours de démarrage et dans certains cas, de réorienter les études. Ainsi, l'équipe nigérienne, qui s'intéresse aux volontai-

res de l'éducation a décidé, lors du regroupement, de centrer son étude sur une analyse des conditions du volontariat (recrutement, insertion professionnelle, formation pédagogique et encadrement) tel qu'il est pratiqué actuellement au Niger. L'équipe a en effet réalisé qu'une étude de l'impact de l'emploi des volontaires sur le système éducatif n'était pas réaliste car l'expérience nigérienne dans ce domaine est récente.

Un second atelier a eu lieu à Bamako (4,5 et 6 décembre 2000). Il a concerné le deuxième groupe de pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Togo, Sénégal, Tchad) dont les travaux sont plus avancés. Un premier bilan de l'avancement des études a été dressé, les difficultés rencontrées ont été exprimées et des solutions ont été proposées pour permettre de finaliser les études. Les sujets abordés par les différents pays sont les suivants :

- *La problématique du redoublement dans le premier cycle de l'enseignement fondamental, et la gestion et mobilisation du personnel enseignant (Mali)*. L'étude explore et analyse les facteurs liés au redoublement, notamment les résistances et les attitudes négatives présentes chez les parents et les enseignants. Des actions de sensibilisation, de mobilisation et de formation des acteurs de terrain en faveur de la réussite scolaire sont préconisées.
- *Le malaise enseignant (Sénégal)* : L'étude cherche à mesurer le malaise enseignant et ses causes profondes en comparant notamment la façon dont la société des enseignants est perçue dans l'opinion publique et la perception d'eux-mêmes qu'ont les enseignants.
- *Les solutions alternatives au recrutement classique ; les contractuels et l'impact de leur emploi sur le système éducatif guinéen (Guinée)*
- *La situation des enseignantes en milieu rural (Burkina Faso)* : Le rapport d'étape indique que les enseignantes en milieu rural sont confrontées à des problèmes d'ordre économique, familial, culturel et de communication avec leurs supérieurs

hiérarchiques immédiats. L'équipe chargée de l'étude a fait une série de recommandations qui seront appliquées progressivement.

- *La participation des syndicats au fonctionnement du système éducatif (Bénin)*. L'étude analyse le cadre institutionnel et réglementaire de l'action syndicale, ainsi que la participation des organisations syndicales. Une enquête par questionnaire doit être menée pour compléter l'étude.
- *L'adéquation des emplois et des postes de personnel par le biais de l'immatriculation (Côte d'Ivoire)*. L'étude identifie les obstacles à la réalisation de l'immatriculation des postes ; elle propose une démarche pour mettre en place ce mode de gestion ; enfin, elle présente les réalisations.
- *L'introduction d'un système de gestion « emploi – poste- personnel » dans le secteur de l'éducation (Togo)*

Trois études sont presque achevées (Burkina Faso, Mali, Sénégal). Un appui financier supplémentaire est nécessaire pour achever les études du Bénin et de la Guinée.

La question du SIDA

Compte tenu de l'importance prise dans les pays africains par le problème du SIDA et ses conséquences sur l'éducation et pour tenir compte des recommandations faites par les ministres de l'Éducation lors de la dernière biennale de l'ADEA (Johannesburg, décembre 1999), le GTPE/sf a inscrit à son agenda une recherche sur la pandémie du VIH/SIDA.

Un atelier sous-régional a été organisé à cet effet à Lomé (29-31 mai 2000) sur le thème « Ecole et VIH/SIDA, information et sensibilisation à la problématique de la pandémie du SIDA en milieu scolaire ». Des plans d'actions nationaux ont été élaborés par les équipes nationales des pays membres du GTPE/sf (hormis la Mauritanie) pour une période de trois ans (2001-2003).

A titre d'exemple, le plan d'action de Madagascar prévoit l'élaboration d'un curriculum de formation pour des programmes de prévention dans le primaire. De son côté, la République centrafricaine en-

visage la production de matériels audiovisuels sur le SIDA, la création d'infirmières et de pharmacies dans les établissements scolaires et l'approvisionnement des centres de santé scolaire en médicaments contre les maladies sexuellement transmissibles et le SIDA.

Les membres du comité scientifique « SIDA » du GTPE/sf ont, lors de la réunion du comité de pilotage à Paris (20-22 septembre 2000), fait la synthèse de ces différents plans d'action nationaux et ont mis en place le programme de recherche, d'études et d'action pour contribuer à la lutte contre cette pandémie. Le GTPE/sf identifiera les initiatives déjà en cours dans chacun des pays et en communiquera les termes et contenus aux autres pays. Il prévoit également d'appuyer des initiatives visant à : 1) sensibiliser, informer et former les enseignants sur les mesures simples de prévention qu'il convient de prendre ; 2) promouvoir une éducation à la problématique du VIH/SIDA, à la fois dans les formations initiales des enseignants, mais aussi dans les stages de recyclage de ces personnels ; 3) faciliter un dépistage précoce ; 4) diffuser l'information sur les effets de la pandémie sur le personnel enseignant et donc sur tout le système éducatif, afin de mieux gérer l'absentéisme dû à la maladie et le problème crucial des remplacements.

Missions d'appui

Des missions d'appui et de conseil ont eu lieu en 2000 pour aider à mettre en place une équipe nationale (en République centrafricaine) ou pour aider à poursuivre certaines études nationales (au Bénin, au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal). Ces missions favorisent le développement d'une expertise africaine de haut niveau sur les différentes problématiques qui mobilisent le GTPE/sf.

En 2001, le GTPE/sf continuera le travail entamé au niveau des études nationales, et accompagnera la mise en oeuvre des plans d'actions nationaux, notamment ceux pour lutter contre le SIDA.

PAUL DOGOH-BIBI

COORDONNATEUR RÉGIONAL DU GROUPE
DE TRAVAIL SUR LA PROFESSION ENSEIGNANTE,
SECTION FRANCOPHONE

Profession enseignante

Section anglophone

Le groupe de travail sur la profession enseignante (GTPE) a été créé en 1993 pour venir en aide aux ministères de l'éducation dans la création de systèmes de gestion et de mobilisation des enseignants (TMS) et améliorer les environnements d'enseignement et d'apprentissage. Reconnaissant l'influence des chefs d'établissement, des inspecteurs et des autres hauts fonctionnaires de l'éducation dans la formulation des politiques et les réformes, la section anglophone du groupe de travail s'est attachée à renforcer leurs capacités. Les activités menées ont eu pour objectif de consolider leurs compétences en gestion et en supervision et de développer leurs capacités à concevoir des matériaux de base. Un résultat notable de l'activité du groupe de travail est la production de modules de formation à destination des inspecteurs, désormais utilisés dans plusieurs pays africains.

L'ADEA a lancé en 1993 la section anglophone du groupe de travail sur la profession enseignante (GTPE/sa), avec 16 ministères africains de l'éducation et les représentants de 18 organismes de développement partenaires. L'agence leader du GTPE/sa est le secrétariat du Commonwealth. Parmi les partenaires du groupe de travail, citons la fondation Aga Khan, les organisations africaines d'enseignants, le British Council, le CFBT, la Danida, le Jica, la Finlande, la Norad, l'USAID, l'agence néerlandaise de développement, la fondation Rockefeller, l'UNICEF, l'UNESCO et le FEA (ou FAWE). Les ministères africains de l'éducation ont également participé à la direction du groupe de travail et ont joué un rôle primordial dans la mise en place des activités de programme.

Au cours de ces sept années d'existence, le GTPE/sa et les ministères de l'éducation ont considérablement progressé dans leur approche des problèmes relatifs aux systèmes de gestion et à la mobilisation des enseignants (TMS) dans la sous-région. On compte au nombre des résultats obtenus :

- la création, au sein des ministères de l'éducation et des régions, d'un réseau TMS puissant ;
- la mise en œuvre de processus d'action TMS dans les ministères de l'éducation ;
- l'analyse des questions et des pro-

blèmes liés aux TMS ;

- l'augmentation des échanges entre le personnel professionnel et les ministres et premiers secrétaires sur les questions de TMS ;
- la mise au point de matériaux de base et la réalisation de formations.

Le groupe de travail s'est réuni en 1998 à Zanzibar pour revoir le programme TMS. Depuis, le groupe a focalisé son action sur la mise en place du programme d'aide aux inspecteurs et des autres activités TMS préconisées lors de cette réunion.

“L'exigence d'un plus grand professionnalisme de l'enseignement n'a cessé de croître au fil des années, pour les raisons suivantes : l'augmentation exponentielle des savoirs et des contenus dont les écoles ont la responsabilité ; une sophistication accrue des qualités pédagogiques exigées pour faire face aux nouveaux programmes ; des évolutions radicales du type de société auquel il faut préparer les apprenants ; l'émergence d'un vaste éventail de rôles supplémentaires que nos sociétés demandent aux enseignants de jouer.”

Cream Wright, Secrétariat du Commonwealth, réunion TMS, Zanzibar, 1998.

L'aide aux inspecteurs

Le renforcement des capacités des superviseurs des enseignants a été au centre du programme du groupe de travail. Les responsables haut placés de l'éducation, comme les chefs d'établissements, les inspecteurs ou les directeurs, ont une influence considérable sur la formulation des politiques, les changements et les réformes ; c'est la raison pour laquelle le groupe de travail les a aidés à développer leurs capacités de gestion, de supervision et de conception de matériaux pédagogiques.

Convaincu qu'une bonne supervision des écoles et une aide consultative sont les conditions *sine qua non* pour garantir la qualité de l'éducation, le groupe de travail a lancé en 1995 une initiative régionale visant à améliorer l'inspection dans les écoles et à mettre au point des matériaux de formation pour les inspecteurs. Le groupe régional de travail TMS de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a identifié les besoins prioritaires de formation des inspecteurs et a élaboré des modules de formation, qui ont été testés au Botswana, au Lesotho, au Malawi, en Namibie, en Zambie et au Zimbabwe. En Namibie en 1998, ce groupe de travail a animé un atelier régional de formation de formateurs pour les inspecteurs. D'autres pays n'appartenant pas à la SADC, dont le Cameroun, le Cap Vert, Djibouti, l'Éthiopie, la Gambie, le Ghana, le Kenya, le Liberia, et la Tanzanie ont demandé des modules pour leurs propres programmes de formation.

Les centres de ressources pour enseignants

La réunion de Zanzibar avait préconisé que le groupe de travail revoie le rôle des centres de ressources pour enseignants (CRE) et qu'il élabore des stratégies pour les aider à contribuer au développement professionnel des enseignants. Le GTPE/sa a donc financé des études sur les centres de ressources pour enseignants au Botswana, au Kenya, en Namibie, en Ouganda, en Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe. Toutes ont été achevées pendant l'année 2000.

Depuis le début des années 80, les gouvernements ont intégré peu à peu les centres de ressources pour enseignants dans leurs cadres de politique éducative et ont aidé à restructurer ou absorber les CRE qui avaient été créés à la suite d'initiatives locales. Certains pays, comme le Botswana et la Namibie, ont construit des CRE stratégiquement placés et bien équipés. D'autres, comme la Zambie ou le Zimbabwe, ont plutôt aidé les CRE situés à proximité des écoles, tout comme les centres régionaux, en utilisant au mieux les ressources disponibles. Si l'objectif de départ des CRE était de remettre à niveau les enseignants et d'améliorer l'environnement pédagogique des écoles, leurs activités se sont progressivement étendues pour venir soutenir les réformes gouvernementales. On leur demande souvent de répondre à davantage d'objectifs – fournir des ressources et des services divers aux écoles ou agir comme centres de maillage.

Une analyse des premiers résultats de chacune des études signale des problèmes dans les accords existant, au niveau de l'administration, de l'organisation et du financement, dont des problèmes de personnel, d'accréditation des programmes et de rentabilité.

Le GTPE/sa a tenu un atelier régional début décembre à Dar-es-Salaam, pour réviser les rapports par pays et planifier les prochaines étapes. Les participants de l'atelier ont mis sur pied un cadre et des lignes directrices provisoires pour les CRE situés dans des écoles. Ces éléments seront publiés en 2001.

Autres activités

- **Echanges intra-africains et Sud-Nord** : En 2000, le groupe de travail a agi comme modérateur dans deux types d'échanges. Tout d'abord, à la suite d'une demande émanant du ministère de l'éducation des Seychelles, le groupe a animé les voyages d'études de deux hauts fonctionnaires seychellois dans des CRE au Botswana, en Namibie et en Ouganda. Ces voyages visaient à alimenter en informations les plans de développement des Seychelles pour la création de nou-

veaux CRE. Ensuite, les commissaires responsables de l'avancement professionnel des enseignants du Botswana et du Lesotho ont pu enrichir leur expérience professionnelle en Écosse, grâce à un financement de leurs ministères de l'éducation respectifs. Ces voyages ont été encouragés par le séminaire du groupe de travail sur les Commissions pour l'avancement professionnel des enseignants, animé par l'Écossais Ian Halliday, et qui a eu lieu au Kenya en septembre.

- **Bibliographie TMS annotée** : le groupe de travail est en train de compiler des bibliographies annotées sur la gestion des enseignants et les systèmes de soutien aux enseignants dans un certain nombre de pays – le Botswana, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, l'Ouganda, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. Elles seront publiées en 2001.
- **Réunions** : le coordonnateur du groupe de travail a assisté à plusieurs réunions et conférences tout au long de l'année, dont : la conférence pour l'éducation pour tous (à Dakar, au Sénégal) ; la conférence du Commonwealth pour les ministres de l'éducation (à Halifax, en Nouvelle-Écosse) ; la réunion de l'OUA pour l'Afrique de l'Est sur la décennie de l'éducation (à Nairobi, au Kenya). Lors de la réunion régionale de l'OUA, le GTPF/sa a présenté son programme de travail ; il a reçu des réponses qui l'ont aidé à formuler un plan d'action pour l'année 2001.

Activités prévues en 2001

Les principales activités prévues en 2001 sont les suivantes :

- le renforcement du programme de formation des inspecteurs *via* les interventions des groupes de travail nationaux ;
- le soutien aux activités favorisant le maillage, les échanges professionnels et les voyages d'études ;
- la mise au point de matériaux de référence et pédagogiques, tels que les bonnes pratiques à adopter dans les commissions d'avancement profes-

➡ suite à la page 22

Enseignement

Le contexte dans lequel l'enseignement supérieur en Afrique évolue est en pleine mutation. La globalisation, la privatisation, Internet, les nouvelles technologies de l'information et de la communication et le SIDA apportent de nouveaux défis. Le Groupe de travail sur l'enseignement supérieur est en train de s'adapter en changeant la manière dont il opère, et en mettant en oeuvre de nouvelles activités.

L'enseignement supérieur redécouvert

L'année 2000 s'est distinguée par un renouveau notable de l'intérêt manifesté par les organismes de développement pour l'enseignement supérieur. Presque tous les organismes, dont la Banque mondiale, ont témoigné tout au long de cette année d'un intérêt renouvelé pour l'enseignement supérieur au travers, qui d'un atelier, qui d'une déclaration d'intention, qui d'une réorganisation des priorités de financement.

L'UNESCO a donné le ton avec son « année pour l'enseignement supérieur », suivie par la création d'un consortium de quatre fondations américaines (Ford, Rockefeller, MacArthur et Carnegie) destiné à augmenter l'aide financière accordée à certaines universités du continent africain. L'année a également été marquée par la parution d'un ouvrage qui a fait date – le rapport de la commission sur l'enseignement supérieur intitulé *L'enseignement supérieur dans les pays en développement : promesses et dangers*. Ce regain d'intérêt en faveur de l'enseignement supérieur donne davantage d'importance au rôle moteur que peut jouer le Groupe de travail sur l'enseignement supérieur (GTES) de l'ADEA. Néanmoins, ce nouvel intérêt s'est manifesté au moment où les universités africaines obtenaient de remarquables résultats, et qu'augmentaient aussi la mondialisation et le rythme du progrès technique, de sorte que les efforts du groupe sont devenus encore plus nécessaires qu'avant, bien que le contexte dans

lequel le groupe opère ait été également modifié.

Plusieurs facteurs soulignent ce regain d'intérêt de la part des organismes pour l'enseignement supérieur et laissent penser qu'il ne s'agit pas là d'un simple mouvement de balancier, habituel chez les donateurs. Une reconnaissance, nouvelle, de l'importance de l'enseignement supérieur dans le développement d'un pays explique ce renouveau d'attention. Cinq indices de cette reconnaissance peuvent être identifiés. Tout d'abord ce constat, selon lequel l'enseignement supérieur ne peut être laissé de côté dans des considérations sectorielles. Viennent ensuite les exemples très frappants de réforme des universités, celles de Dar Es Salam, Makerere ou Eduardo Mondlane, qui démontrent avec brio ce à quoi les universités peuvent parvenir pour peu que leur engagement, leur imagination et leurs ressources soient associés à un environnement national favorable. Troisièmement, les théories conventionnelles d'évaluation de la valeur de l'enseignement supérieur par une analyse des taux de retour sont remises en question : ce type d'analyse pourrait bien sous-estimer sa

“ Pour de nombreux pays, l'enseignement supérieur est un moyen rationnel et réaliste d'atténuer ou de prévenir une détérioration supplémentaire de leurs revenus tout en les positionnant plus haut sur une trajectoire plus pointue du développement. ”

Higher Education in Developing Countries – Peril and Promise, The Task Force on Higher Education and Society, The International Bank for Reconstruction and Development, 2000.

contribution, surtout quand il s'agit de ce que l'on appelle désormais le « bien public ». Quatrième indice, les nouvelles technologies de l'information et des communications sont, potentiellement, plus adaptées à l'enseignement supérieur qu'à tout autre échelon du système. Enfin, l'expression dans l'éducation de la mondialisation et de la privatisation se traduit par la diversification et l'internationalisation des prestataires d'enseignement supérieur, de sorte que les rôles des universités, en Afrique et ailleurs, et le contexte dans lequel elles évoluent, est en train de changer.

Quelles conséquences pour le groupe de travail ?

Les évolutions frappantes de certaines universités, tout comme la reconnaissance croissante de l'importance de l'enseignement supérieur, sont l'aboutisse-

ment d'objectifs que le groupe de travail a longtemps voulu atteindre. On peut voir dans les résultats des trois universités que nous venons d'évoquer la traduction des principes que le groupe de travail a cherché sans relâche à populariser et à appliquer. Les plans stratégiques en sont l'exemple le plus évident. Ayant insisté sur la valeur des plans stratégiques et lutté pour leur mise au point par les universités, le groupe de travail est très impressionné par la façon dont ces plans ont été pris en charge et transformés en vecteurs grâce auxquels les universités peuvent prendre le contrôle de leur destin, lancer des réformes et trouver des ressources. L'obstination avec laquelle le GTSE a encouragé les universités à exiger une coordination des actions des bailleurs de fonds et à saisir les occasions offertes par les technologies de l'information est un autre exemple de la mise en œuvre des principes du groupe de travail.

Les résultats de certaines universités africaines et la reconnaissance accrue de l'importance de l'enseignement supérieur pour la région ont créé, à leur tour, un nouveau contexte de responsabilité ; ils soulignent l'importance de la mission du groupe de travail dans un avenir plus dynamique et plus complexe. Une grande partie de ce dynamisme et de cette complexité provient de la mondialisation, de la privatisation et de la révolution technologique incarnée par Internet. Si le groupe de travail veut continuer à fournir des lignes directrices utiles, il va devoir penser à, et agir sur, la façon dont l'ancien monde des campus est remplacé par de nouvelles formes d'enseignement, dispensées par des intervenants nouveaux, différents, privés et souvent éloignés ainsi que par de nouvelles divisions institutionnelles du travail et par de nouvelles attentes sur le contenu des programmes. Dans un domaine d'instrumentation et de commercialisation tel que celui-ci, il est de première importance de réfléchir à la façon dont les valeurs universellement respectées d'une université, si elles ne sont pas assurées par les forces du marché, pourront être préservées et renforcées pour garantir le bien-être de la nation.

Les leçons à tirer

Plusieurs leçons peuvent être tirées des dix premières années d'existence du GTSE :

- Il est souvent dit que réformer des universités s'apparentait au déplacement d'une cathédrale. L'expérience du groupe de travail est plus positive : les réformes sont possibles mais elles demandent du temps et de la persévérance ;
- la transformation institutionnelle nécessite l'existence d'un partenariat fondé sur la confiance entre les organismes bailleurs de fonds, les gouvernements et les institutions d'enseignement supérieur. Les plans stratégiques instaurent un processus par lequel ce type de relations peut se nouer et se développer ;
- les progrès ont été grandement facilités par le partenariat du groupe de travail avec l'Association des universités africaines (AUA), avec qui les activités ont été coordonnées ;
- l'enseignement que l'on peut tirer des universités de Dar Es Salaam, Makerere et Eduardo Mondlane est la suivante : bien que la réforme ne dépende pas de financements extérieurs, une aide allouée stratégiquement peut faciliter et accélérer la réforme.

La réponse du groupe de travail face au nouvel environnement

La capacité du groupe de travail à répondre aux défis que nous venons de souligner peut être évaluée en partie par nos choix d'actions et de fonctionnement. Plusieurs initiatives ont vu le jour en 2000 pour tenter d'intégrer un environnement en pleine évolution. L'une des plus importantes a concerné le rôle et la structure du groupe lui-même. Convaincu que l'enseignement supérieur ne pouvait plus relever de la seule responsabilité des représentants des universités et des organismes de développement, le groupe de travail a créé un comité directeur rassemblant des représentants de diverses instances, dont le gouvernement et les institutions de troisième cycle non uni-

versitaires. Le comité directeur s'est réuni en juin 2000 ; sa prochaine réunion est prévue en février 2001.

Répondant au rythme plus poussé des évolutions dans le monde de l'enseignement supérieur, le groupe de travail a également accéléré son programme, en mettant l'accent sur la mise en œuvre de cinq nouvelles activités :

- **Un répertoire de l'aide au développement de l'enseignement supérieur en Afrique subsaharienne** vient d'être achevé ; il sera publié en anglais et en français et distribué lors de la conférence générale de l'AUA, prévue en février 2001 ;
- le nombre des **Etudes sur l'impact du SIDA sur les communautés universitaires** a été augmenté : il passe de six à huit. Les résultats seront synthétisés dans un rapport analytique qui sera distribué lors de la conférence générale de l'AUA ;
- le **recours aux TIC pour l'enseignement et l'apprentissage dans le troisième cycle** a été l'un des thèmes prioritaires du groupe de travail. Un financement du groupe de travail a permis au Projet pour l'accès à l'information et la connectivité (PIAC) d'associer ses forces à celles du Réseau international pour la disponibilité des ouvrages scientifiques (NADSP) afin d'organiser un atelier d'évaluation des ressources en décembre 2000, à Addis-Abeba. L'atelier produira un répertoire des ressources d'enseignement et d'apprentissage pour l'enseignement supérieur disponibles sur Internet ;
- une proposition d'**Enquête sur les innovations de l'enseignement supérieur** a été préparée, soumise et approuvée pour financement au cours de l'année, et une équipe de recherche de quatre personnes issues du continent africain a été constituée. L'équipe devra travailler à l'identification et à la documentation des innovations de l'enseignement supérieur mises en œuvre dans des institutions de toute l'Afrique subsaharienne ; son rapport devrait être achevé pour le mois d'août 2001 ;

► suite à la page 22

Les statistiques de l'éducation

Des services d'informations statistiques bien gérés, capables de répondre rapidement aux besoins des utilisateurs, sont essentiels à la formulation de politiques viables et aux investissements éducatifs pertinents. Ce principe est à la base des activités du Groupe de travail sur les statistiques (GTSE). Depuis la création du groupe de travail en 1989, les efforts se sont portés sur le renforcement des capacités au niveau de la mise en place, de la maintenance et de la gestion de systèmes d'information sur l'éducation. Le groupe de travail a réussi à développer un réseau structuré et grandissant de gestionnaires de l'information et de statisticiens à travers l'Afrique subsaharienne. En 2000, le groupe a poursuivi ses efforts de renforcement des capacités et aidé les pays d'Afrique subsaharienne à participer au bilan EPT.

Le programme de renforcement des capacités SISED (Systèmes nationaux d'information statistique sur l'éducation) est au centre des activités du groupe de travail sur les statistiques de l'éducation. Il reçoit le soutien de neuf organismes et de plus de 40 pays d'Afrique subsaharienne. Son objectif principal est de mettre au point, pour les politiques éducatives, des systèmes d'information statistique durables.

L'équipe SISED travaille à partir de Harare, où sont situés le centre régional du SISED et le bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe, et de Dakar, où est situé le bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. Elle gère les activités de renforcement des capacités, les opérations de mise en œuvre dans les pays et les échanges d'expériences d'une région à l'autre ; elle assume également le secrétariat du groupe de travail.

Renforcement des capacités pour le bilan EPT 2000

Au cours de l'année 1999 et du premier semestre 2000, le groupe de travail a mobilisé le réseau SISED pour aider, former et coordonner les pays dans la production de leurs indicateurs statistiques afin d'évaluer les progrès réalisés en direction des objectifs de Jomtien. Le groupe de travail a reçu à cette occasion l'aide du DfID, des Pays-Bas, de l'UNICEF, de l'UNESCO, de l'Asdi et de la coopération française et a collaboré

avec le Forum mondial sur l'éducation pour tous (EPT). Après les évaluations nationales et la conférence de l'Afrique subsaharienne sur l'éducation pour tous

“Disposer d'informations pertinentes est une condition sine qua non d'une prise de décision et d'un discours public éclairés ; de même, la mise au point de systèmes d'information est un maillon essentiel dans le processus de transformation de bureaucraties rigides en organisations apprenantes, capables de réagir rapidement et de résoudre en Afrique subsaharienne les questions cruciales du développement.”

Ko-Chih Tung, Coordonnateur du Groupe de travail de l'ADEA sur les statistiques, Lettre d'information de l'ADEA, Vol. 12, No. 3 (juillet-septembre 2000)

(Johannesburg, décembre 1999), le SISED et l'équipe EPT d'Harare ont organisé en mars 2000 une réunion des représentants des groupes consultatifs techniques régionaux (GCTR), en vue de préparer le quatrième forum mondial sur l'éducation (Dakar, avril 2000). L'équipe SISED a rédigé un rapport de synthèse sur les évaluations nationales, intitulé « Évaluation de l'éducation de base en Afrique subsaharienne, 1990-99 », dont une première version a été présentée pendant la conférence de Dakar. Ce rapport est sous presse actuellement. L'équipe a créé une base de données reprenant les indicateurs et les données par pays (mise à jour en cours), et a préparé une publication statistique.

Les débats de la réunion des chefs des bureaux régionaux de l'UNESCO en Afrique subsaharienne, qui s'est tenue en décembre à Dakar (BREDA), ont porté sur le suivi du forum ; l'équipe SISED a présenté ses stratégies et ses activités de renforcement des capacités liées au contrôle et à l'évaluation des progrès faits vers l'Education Pour Tous (EPT).

Les autres activités en 2000

Le groupe de travail a également participé à d'autres activités, dont la mise au point de programmes de formation régionaux. Les projets suivants ont été mis en œuvre :

- **Information sur les livres et les matériels éducatifs (ILME) :** Lancé en 1999, ILME est une initiative conjointe de deux groupes de travail de l'ADEA : le GTSE et le groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif. Il met au point un système de suivi des livres, de leur conception à leur utilisation dans les salles de classe, dans le but d'en améliorer la production et la distribution. Les premières conclusions du projet ont été communiquées dans la lettre d'information de l'ADEA¹. Le groupe de travail aide à mettre au point une base de données ILME qui sera intégrée dans le programme zambien d'investissement sous-sectoriel pour l'éducation de base (BESSIP). Ce module sera appliqué à d'autres pays quand il sera achevé.
- **Systèmes d'information sur l'éducation non formelle :** le GTSE a organisé à Nairobi en décembre 2000, en collaboration avec le groupe de travail sur l'éducation non-formelle (GTENF), un atelier destiné à des statisticiens et à des spécialistes de l'éducation non-formelle (ENF), afin de dresser un bilan des statistiques sur l'ENF. Alors que de nombreuses ONG ont des activités d'éducation et de formation, ces programmes sont souvent absents des statistiques officielles sur l'éducation. Les deux groupes de travail ont donc proposé deux projets pilotes pour la mise au point de systèmes d'information, l'un portant sur un répertoire national des formations et des prestataires d'ENF (au Kenya), l'autre portant sur les statistiques d'inscription et de résultats en éducation de base dans les formations parallèles assurées par le secteur non-formel (au Zimbabwe).
- **Utilisation des recensements et des enquêtes sur les ménages :** l'UNICEF et le SISED travaillent ensemble à un projet destiné à mieux comprendre les raisons de la non-scolarisation des enfants. L'objectif est d'envisager, dans trois pays pilotes, une meilleure utilisation combinée des données courantes des systèmes statistiques des ministères de l'éducation et de celles provenant des recensements et des enquêtes sur les ménages, afin de pouvoir identifier les caractéristiques des enfants non scolarisés et les raisons pour lesquelles ils ne sont pas inscrits. Les résultats devraient être disponibles mi-2001.
- **Activités de publication et d'information :** les Pays-Bas soutiennent un projet sur la conception, la mise au point et la gestion de publications statistiques et de services d'information. Un plan de travail et des termes de référence pour les projets pilotes ont été préparés en octobre 2000 et un responsable, recruté en décembre 2000, assurera la coordination de la réalisation et de la mise au point des matériels.
- **Module technique sur la collecte et le traitement de données statistiques :** Développé en collaboration avec l'Ecole supérieure d'informatique de Bobo Dioulasso, au Burkina Faso, ce module est basé sur le nouveau système d'information de gestion de l'éducation (SIGE) du pays et les résultats d'un atelier sur la restructuration des systèmes d'information dans un environnement décentralisé. Il propose : 1) un document sur les approches et la conception du système ; 2) un CD-Rom comprenant le logiciel de gestion des données, des questionnaires types, une base de données et des séries de données. Une équipe d'experts nationaux venus du Burkina Faso et du Sénégal est en train de mettre au point ce module, avec l'aide d'experts de la coopération française et du bureau SISED basé à Dakar.
- **Autres activités du bureau SISED pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale :** Diverses activités ont été organisées à partir du bureau SISED basé à Dakar, notamment : des séminaires interactifs pour les planificateurs de l'éducation *via* le serveur RESAFAD de Ouagadougou ; des contributions à l'évaluation de l'OUA sur « L'état de l'éducation en Afrique de l'Ouest en l'an 2000 » ; le développement de modules de formation sur les statistiques de l'éducation pour les journalistes, en collaboration avec le programme Communication pour l'éducation et le développement (COMED) de l'ADEA et l'Institut international de planification de l'éducation (IPE).
- **Connexion à Internet :** l'USAID finance les connexions Internet des ministères de l'éducation dans les pays SISED ; elle fournit des abonnements aux fournisseurs d'accès locaux, une formation pour le démarrage et la maintenance, et quelques équipements. En 2000, la Côte d'Ivoire, l'Erythrée, les Seychelles, la Sierra Leone et la Zambie ont été connectés.
- **SIGE au Nigéria et banque de données fédérale :** Le coordonnateur SISED a participé à une mission conjointe UNESCO/Banque mondiale au

Nigéria, en septembre et octobre 2000. Cette mission a débouché sur la décision de ce pays de mener une étude de diagnostic SISED et élaborer un plan d'action ;

- **Séminaire de l'OUA** : Des représentants des pays d'Afrique de l'Est se sont retrouvés à Nairobi en décembre pour examiner et planifier la mise en oeuvre d'activités dans le cadre de la décennie de l'OUA sur l'éducation. Le coordonnateur SISED a présenté des stratégies de renforcement des capacités, insistant sur les aspects institutionnels, techniques et humains.

Mise au point de programmes de formation à distance

Le programme SISED et l'Open University du Zimbabwe travaillent à une proposition pour la mise au point de pro-

grammes de formation à distance. Les matériaux techniques conçus et testés dans les projets de pays pilotes lors des étapes précédentes du programme SISED seront, dans le cadre de ce projet, perfectionnés et transformés en matériaux pédagogiques utilisables pour des programmes d'enseignement à distance. Il est envisagé de mettre en place un programme de formation des formateurs qui sera animé par un réseau de spécialistes et d'institutions au niveau de la sous-région.

Pays participants pendant l'année 2000

Les pays suivants ont pris part à au moins l'une des activités du groupe en l'an 2000, par l'intermédiaire d'un représentant du ministère de l'éducation (qui est dans la majorité des cas le directeur de la planification ou un statisticien

confirmé) et du coordonnateur EPT : l'Afrique du Sud, le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, l'Érythrée, le Kenya, Madagascar, le Mozambique, le Nigeria, l'Ouganda, le Sénégal, les Seychelles, la Sierra Leone, la Tanzanie, le Tchad, la Zambie, Zanzibar et le Zimbabwe.

KO-CHIH R. TUNG

COORDONNATEUR DU GROUPE DE TRAVAIL
SUR LES STATISTIQUES

ANNA ERIKSSON

COORDONNATRICE SISED POUR L'AFRIQUE
DE L'EST ET L'AFRIQUE AUSTRALE

BERNARD AUDINOS

COORDONNATEUR SISED POUR L'AFRIQUE
DE L'OUEST ET L'AFRIQUE CENTRALE

1. cf. *La lettre d'information de l'ADEA*, juillet-septembre 2000, pp. 13-14, «A la recherche des causes expliquant la pénurie des livres en Zambie».

► suite de la page 17

- sionnel des enseignants ;
- le renforcement des commissaires responsables de l'avancement professionnel des enseignants au travers d'une étude et de sa publication ultérieure, menée sur les bonnes pratiques identifiées dans les commissions ;
- l'évaluation des activités par pays, dont l'accès aux outils TMS et leur

- utilisation, et l'effet initial sur l'amélioration des résultats des enseignants. LINS (à Oslo) a proposé de travailler avec le groupe et les ministères de l'éducation en Ouganda, en Tanzanie et en Zambie pour évaluer leurs programmes de formation des professeurs principaux ;
- le contrôle de l'impact du SIDA sur

l'éducation et la profession enseignante. Des rapports par pays portant sur les conséquences de l'épidémie et les interventions des ministères de l'éducation seront publiés.

HENRY KALUBA

LEADER DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LA
PROFESSION ENSEIGNANTE,
SECTION ANGLOPHONE

► suite de la page 19

- Les **activités novatrices pilotes de coopération régionale dans la formation et la recherche de troisième cycle** cherchent de nouvelles formes d'enseignement et d'apprentissage au niveau du troisième cycle qui pourraient tirer parti des forces respectives de différentes institutions. Ce projet, qui devrait être mis en oeuvre au travers de l'Association des universités africaines, a reçu un coup de pouce de lancement de 1 million de dollars de la part de l'Agence américaine de développe-

ment international (USAID). Ce don devrait considérablement élargir le champ des activités pilotes à soutenir et permettra d'en faire l'une des plus importantes du groupe de travail en 2001.

Les perspectives

Le groupe de travail est prêt à faire face aux défis et à saisir les occasions que fera naître le rythme de développement accéléré de l'enseignement supérieur sur le continent. Conscients du rôle primordial,

dans nos succès, de notre partenariat avec l'Association des universités africaines (AUA), nous proposerons, au cours de l'année, de transférer officiellement à l'AUA les responsabilités de coordination du groupe de travail. Dans l'espoir que cela nous permettra de renforcer notre capacité à faire que l'enseignement supérieur contribue davantage au développement de l'Afrique.

DAVID COURT

GROUPE DE TRAVAIL
SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Nouveautés

LIVRES PUBLIÉS PAR L'ADEA EN 2000

Secrétariat de l'ADEA

Réussites et innovations en éducation : l'Afrique parle !

Synthèse d'un bilan prospectif de l'éducation en Afrique. Secrétariat de l'ADEA, 2000. ISBN : 92 9178 027 8.

Réussites et innovations en éducation : l'Afrique parle !

Compte rendu de la biennale de l'ADEA (Johannesburg, Afrique du sud, 5-9 décembre, 1999). Secrétariat de l'ADEA, 2000. ISBN : 92 9178 025-1.

La réinsertion scolaire des enfants soldats en Ouganda

par le Colonel Kale Kayihura. Collection : Expériences réussies. Secrétariat de l'ADEA, 2000. ISBN : 92-9178-019-7.

Préparation du programme de développement du secteur de l'éducation en Ethiopie

par John Martin, Ritta Oksanen, Tuomas Takala. Secrétariat de l'ADEA, 2000, ISBN : 92-9178-021-9.

Groupe de travail sur l'analyse sectorielle en éducation

Revue de l'analyse sectorielle en éducation au Lesotho, 1978 - 1999

par E.M. Sebane, D.P. Ambrose, M.K. Molise, A. Nmothibeli, S.T.S Motlomelo, H.J. Nenty, E.M. Nthunya et V.M. Ntoi. Groupe de travail de l'ADEA sur l'analyse sectorielle en éducation, 2000. ISBN : 92-9178-023-5.

Revue de l'analyse sectorielle en éducation au Ghana, 1987 - 1998

par D.K. Agyeman, J.J.K. Baku, R. Gbadamosi, assisté par E. Addaabor, K. Adoo-Adeku, M. Cudjoe, A.A. Essuman, E.E.K. Gala et C. Pomary. Groupe de travail de l'ADEA sur l'analyse sectorielle en éducation, 2000. ISBN : 92-9178-017-0.

Groupe de travail sur la participation féminine

Genre et fréquentation scolaire dans l'enseignement élémentaire au Sénégal

Partenariat des projets stratégiques des ressources pour l'éducation des filles en Afrique. FAWE, IDS, 2000. ISBN : 1 85864 316 3.

Genre et fréquentation scolaire au premier cycle de l'enseignement fondamental au Mali

Partenariat des projets stratégiques des ressources pour l'éducation des filles en Afrique. FAWE, IDS, 2000. ISBN : 1 85864 322 8.

Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif

Stratégies pour le développement d'un secteur éditorial en langues nationales dans les pays du Sahel

Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal. Par Hassina Alidou Ngame. Collection : Perspectives sur le développement du livre africain. Groupe de travail de l'ADEA sur les livres et le matériel éducatif, 2000. ISBN : 1-901-830-11X.

TITRES DISPONIBLES EN ANGLAIS UNIQUEMENT...

Gender-Sensitive Editing¹

by Monde Sifuniso et al. Perspectives on African Book Development Series. ADEA Working Group on Books and Learning Materials, 2000. ISBN: 1-901830-13-6.

Expanding the Book Trade Across Africa: A Study of Current Barriers and Future Potential²

by Ruth Makotsi in collaboration with Flora Musonda. Perspectives on African Book Development Series. ADEA Working Group on Books and Learning Materials, 2000. ISBN: 1-901830-19-5.

Books for Schools: Improving Access to Supplementary Reading Materials in Africa³

edited by Diana Rosenberg. Perspectives on African Book Development Series. ADEA Working Group on Books and Learning Materials, 2000. ISBN: 1-901830-09-8.

Gender and Primary Schooling in Ghana⁴

by Ruby Avotri, Lucy Owuso-Darko, Hilda Eghan, Sylvia Ocansey. Partnership for Strategic Resource Planning for Girls' Education in Africa, FAWE, IDS, 2000. ISBN : 1 85864 321 X.

Gender and Primary Schooling in Malawi⁵

by Esme C. Kadzamira, Mike P. Chibwana. Partnership for Strategic Resource Planning for Girls' Education in Africa, FAWE, IDS, 2000. ISBN : 1 85864 318 X.

Gender and Primary Schooling in Uganda⁶

by Joseph Tumushabe, Catherine A Barasa, Florence K. Muhanguzi, and Joyce F. Otim-Nape. Partnership for Strategic Resource Planning for Girls' Education in Africa, FAWE, IDS, 2000. ISBN : 1 85864 323 6.

Gender and Primary Schooling in Zambia⁷

by Sophie Kasonde-Ng'andu, Winnie Namiloli Chilala, and Njekwa Imutowana-Katukula. Partnership for Strategic Resource Planning for Girls' Education in Africa, FAWE, IDS, 2000. ISBN : 1 85864 315 5.

Pour commander ces publications, merci de contacter directement les Groupes de travail (pour les livres publiés par les GT) ou le secrétariat de l'ADEA (pour ceux publiés par le Secrétariat).

1. Pour une édition sensible aux questions de genre
2. Pour le développement du commerce du livre à travers l'Afrique : Une étude des barrières actuelles et des possibilités futures
3. Des livres pour les écoles : Améliorer l'accès aux ouvrages de lecture en Afrique
4. Genre et fréquentation scolaire au Ghana
5. Genre et fréquentation scolaire au Malawi
6. Genre et fréquentation scolaire au Ouganda
7. Genre et fréquentation scolaire en Zambie

| |
|--------|
| |
| 1 Lun |
| 2 Mar |
| 3 Mer |
| 4 Jeu |
| 5 Ven |
| 6 Sam |
| 7 Dim |
| 8 Lun |
| 9 Mar |
| 10 Mer |
| 11 Jeu |
| 12 Ven |
| 13 Sam |
| 14 Dim |
| 15 Lun |
| 16 Mar |
| 17 Mer |
| 18 Jeu |
| 19 Ven |
| 20 Sam |
| 21 Dim |
| 22 Lun |
| 23 Mar |
| 24 Mer |
| 25 Jeu |
| 26 Ven |
| 27 Sam |
| 28 Dim |
| 29 Lun |
| 30 Mar |
| 31 Mer |

| | |
|----------------------|--|
| F E V R I E R | |
| 1 Jeu | |
| 2 Ven | |
| 3 Sam | |
| 4 Dim | |
| 5 Lun | GTES Forum |
| 6 Mar | Nairobi, Kenya |
| 7 Mer | |
| 8 Jeu | |
| 9 Ven | |
| 10 Sam | GTES Comité directeur |
| 11 Dim | Nairobi, Kenya |
| 12 Lun | |
| 13 Mar | Conférence générale de l'AUA Nairobi, Kenya 5 - 9 février |
| 14 Mer | |
| 15 Jeu | |
| 16 Ven | |
| 17 Sam | |
| 18 Dim | |
| 19 Lun | Symposium de l'ADEA sur la contribution des groupes de travail à l'éducation pour tous Dakar, Sénégal 26-28 février |
| 20 Mar | |
| 21 Mer | |
| 22 Jeu | |
| 23 Ven | |
| 24 Sam | |
| 25 Dim | |
| 26 Lun | GTFE Atelier de formation |
| 27 Mar | Abidjan, Côte d'Ivoire |
| 28 Mer | |

| | |
|----------------|--|
| M A R S | |
| 1 Jeu | |
| 2 Ven | Conférence UNESCO/ONUSIDA sur le VIH/SIDA et l'éducation Elmina, Ghana 19-23 mars |
| 3 Sam | |
| 4 Dim | |
| 5 Lun | |
| 6 Mar | |
| 7 Mer | |
| 8 Jeu | |
| 9 Ven | GTPE/sf Réunion |
| 10 Sam | Libreville, Gabon |
| 11 Dim | |
| 12 Lun | GTSE Comité directeur |
| 13 Mar | Dakar, Sénégal |
| 14 Mer | |
| 15 Jeu | |
| 16 Ven | GTFE Séminaire |
| 17 Sam | Niamey, Niger |
| 18 Dim | |
| 19 Lun | |
| 20 Mar | |
| 21 Mer | |
| 22 Jeu | GTLME Comité directeur |
| 23 Ven | Londres, RU |
| 24 Sam | Foire du livre de Londres |
| 25 Dim | Londres, U.K. 26-27 mars |
| 26 Lun | GTFE Atelier de formation |
| 27 Mar | Guinée Bissau, Cap Vert |
| 28 Mer | |
| 29 Jeu | Atelier COMED de formation des formateurs Accra, Ghana 26-31 mars |
| 30 Ven | |
| 31 Sam | |

Activités de l'ADEA

Symposium de l'ADEA sur la contribution des groupes de travail à l'éducation pour tous

Dakar, Sénégal. 26-28 février 2001.

Réunion ADEA sur le VIH/SIDA

Elmina, Ghana. 17-18 mars 2001

Programme Communication pour l'éducation et le développement (COMED)

- Atelier de formation de formateurs. Revue du programme et des kits de formation pour les ateliers nationaux de formation COMED. Accra, Ghana. 26-31 mars 2001.

Groupe de travail sur les livres et le matériel éducatif (GTLME)

- Réunion du comité directeur. Londres, RU. 22-23 mars 2001.
- Test dans différents pays des fiches d'enseignement visant une meilleure sensibilisation sur la question du genre. Les tests seront conduits dans les pays suivants : Cameroun, Ghana, Kenya, Tanzanie, Afrique du sud, Zambie. Janvier-mars 2001.

Groupe de travail sur la profession enseignante, section francophone (GTPE/sf)

- la réunion présentera les résultats de travaux de recherche, l'impact du VIH/SIDA, le rôle et la gestion du GTPE/sf. Libreville, Gabon. 9-23 mars 2001.

Groupe de travail sur les statistiques de l'éducation (GTSE)

- Réunion du comité directeur/réunion technique SISED. Dakar, Sénégal. 12-16 mars 2001.

Groupe de travail sur l'enseignement supérieur (GTES)

- Forum du GTES. Université de Kenyatta, Nairobi, Kenya. 5-9 février 2001.
- Réunion du comité directeur du GTES. Nairobi, Kenya. 10 février 2001.

Groupe de travail sur les finances et l'éducation (GTFE)

- Atelier de formation pour les administrateurs gouvernementaux. Abidjan, Côte d'Ivoire. 26 février-2 mars 2001.
- Séminaire sur la mise en oeuvre des recommandations des études de cas. Niamey, Niger. 16-17 mars 2001.
- Atelier de formation pour les administrateurs gouvernementaux. Guinée Bissau et Cap Vert. 26-30 mars 2001.

Les points de vue et opinions exprimés dans les articles signés de la lettre d'information de l'ADEA sont ceux des auteurs et ne doivent pas être attribués à l'ADEA, à toute autre organisation, ou à tout autre individu.

Autres Réunions

Conférence générale de l'Association des Universités africaines.

Université Kenyatta, Nairobi, Kenya. 5-9 février 2001.

Foire du livre de Londres

Londres, Royaume-Uni. 26-27 mars 2001.

Conférence UNESCO/ONUSIDA sur le VIH/SIDA et l'éducation - Bâtir un partenariat international contre le VIH/SIDA

Elmina, Ghana. 19-23 mars 2001.



Lettre d'information trimestrielle
publiée par l'ADEA

Prière d'adresser toute correspondance à :
Association pour le développement
de l'éducation en Afrique
7-9 rue Eugène-Delacroix,
75116 Paris, France

Tél. : +33 (0) 1 4503 3796

Fax : +33 (0) 1 4503 3965

Mél : adea@iiep.unesco.org

Site Web : <http://www.adeanet.org>